Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Quatrième année
- N° 157 -
Vendredi
25 septembre 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F

OUI C'EST OUI



Collection Jean Jaurès

Votre courrier

rement leur volonté de "plus d'Europe", leur aide nous sera utile.
Il nous restera alors à accepter, demain, à nos côtés, tous ceux qui seront vite convaincus de leur erreur d'avoir dit non quand les fruits de nos actions en faveur de la construction européenne viendront leur prouver que nous avions raison de ne pas partager leurs appréhensions (recul social, Europe des technocrates), leurs fantasmes de toute sorte (perte de notre identité nationale, perte de notre indépendance), leurs égoïsmes (défense d'intérêts catégoriels), leurs erreurs (votes protestataires voulant atteindre le président de la République ou le gouvernement ou le Parti socialiste ou certains responsables politiques ou toute la classe politique), leurs fautes (côtés xénophobes), leur frilosité et leur peur d'un monde nouveau.
Et il nous restera enfin à dénombrer, mais aussi à combattre inlassablement et résolument, ceux qui continueront de refuser la marche en avant vers l'union et le progrès, ces irréductibles (petite minorité, heureusement) issus des extrêmes et qui se rejoignent dans leur vocation à conduire notre peuple et notre nation vers les ténèbres.
Félicitons-nous, en tout cas, d'avoir laissé ouverte la voie qui pourra conduire les générations futures à vivre dans une Europe unie, pacifiée et démocratique, une Europe dont les citoyens partageront équitablement les richesses, qui saura tendre la main au tiers monde et qui sera un exemple pour toutes les nations et les citoyens du monde.

ALAIN BALDO
Paris (75013).

EN AVANT !

38.300.000 électeurs étaient appelés à voter, le 20 septembre 1992. Plus de 70% ont accompli leur devoir et cela est réconfortant pour notre démocratie. A peine plus de 51% d'entre eux ont répondu oui, près de 49% ont choisi de dire non. Ainsi, la route de la construction européenne reste ouverte, et cela aussi est réconfortant.
Il nous reste à analyser pourquoi nos concitoyens viennent d'approuver à une faible majorité ce que leurs représentants élus à l'Assemblée nationale et au Sénat avaient auparavant ratifié à une très large majorité (plus des deux tiers) et à tirer les conséquences politiques de cette analyse.
Il nous reste aussi à nous retrousser les manches, à travailler au succès de la merveilleuse entreprise de la construction européenne, à militer pour faire plus et mieux partager nos propres valeurs et à faire triompher nos idéaux.
Il nous reste aussi à accueillir tous ceux qui, sincèrement, ont cru qu'en répondant non ils manifestaient clai-

VICTOIRE

Ne se sent-on pas un peu plus européen (sans pour autant oublier sa nationalité) après le scrutin du 20 septembre, lorsqu'on a vu les réactions chaleureuses de nos voisins à l'annonce du résultat positif ? L'espoir placé dans la construction européenne n'est-il pas, à certains égards (internationalisme, solidarité avec les régions déshéritées, rôle nouveau des syndicats, mise en commun de ressources, de moyens...), comparable à celui mis dans la réalisation de notre idéal socialiste ?
Victoire : sur des conservatismes pesants, sur des corporatismes étriqués, sur un manque de confiance des Français dans leurs capacités, sur un doute dans l'avenir, sur une crainte du changement, sur une tendance au protectionnisme, sur des antagonismes ancestraux, sur des préjugés bien ancrés.
Victoire : malgré un nationalisme toujours présent, malgré des peurs entretenues ou suscitées (immigration, insécurité, perte d'identité, bureaucratie) ; malgré des inquiétudes réelles (sur l'emploi, la reprise économique) ; malgré des particularismes régionaux (Corse...) ; malgré les effets de la politique agricole commune qui est venue polluer le débat sur Maastricht ; malgré des considérations politiciennes à l'intérieur de presque tous les partis ; malgré la personnalisation de ce mode de scrutin ; malgré des tensions catégorielles récentes (routiers, agriculteurs, gardiens de prison...).
Ainsi, le oui l'a emporté malgré l'addition de mécontentements de toute sorte n'ayant pas toujours un rapport avec le traité d'union européenne.

ANDRE SILLAM
Noisiel (77).

REFERENCE

Depuis vingt ans, j'ai pu observer et mesurer l'évolution de ces pays hier de l'Est, aujourd'hui d'Europe centrale.
Vivant donc un mois par an plus près des habitants de Hongrie et quelques fois de Roumanie, je peux vous affirmer que les dimensions et les rivalités ancestrales renaissent de cendres que tout le monde croyait à jamais éteintes, d'où des germes de conflit qui ne demandent qu'à s'épanouir de la mer Baltique à la mer Caspienne.
Des ethnies par histoire ou religion, des nationalismes aux limites incertaines, des passions exacerbées par la propagande revendiquent haut et fort des territoires, aussi réduits soient-ils, dès lors qu'ils se considèrent comme une minorité suffisamment importante ou légitimée en apparence pour avoir sa parcelle de terre dotée de pouvoirs politiques et économiques.
Pour l'ensemble de ceux qui croient en la démocratie, de Prague à Tbilissi, la France demeure une référence permanente et essentielle, une valeur universelle reconnue en raison des espérances de 1789.
Notre pays signifie, pour tous ces peuples, pays de la liberté et de la fraternité, pays des droits de l'homme et du citoyen, pays de l'ouverture sur le monde avec une francophonie qui transcende les frontières.
Alors, refermer la France sur elle-même, la replier sur un nationalisme étriqué, ne serait-ce pas le contraire des fondements de notre société ?
S'il y avait eu refus de notre part dimanche dernier, imaginez la puissance d'un tel encouragement (notre démarche étant regardée et suivie avec attention de Lisbonne à Moscou) à tous les chauvinismes qui ne songent ou qui n'attendent que ce coup de pouce pour relever encore plus la tête, pour tracer des frontières tous les trois cents kilomètres, pour perpétuer les affres de l'Empire austro-hongrois, pour amplifier les tendances xénophobes qui s'apparentent tout naturellement au nazisme ?

JEAN-FRANCOIS FOREST
Gueugnon (71).

KOUCHNER

Je n'étais pas devant mon téléviseur, lors de l'émission "Maastricht, oui ou non," sur la Une.
Et m'y serais-je trouvée que j'aurais sans doute fini par tourner le bouton ou bien, emportée par le dégoût, par réduire mon poste en purée.
Ceux qui m'ont conté la performance de Bernard Kouchner sont unanimes pour déclarer qu'il était le seul, grâce à son expérience des situations très pénibles, à pouvoir résister à la tentation de vomir sur les chaussures de son interlocuteur. Opinion que je partage très sincèrement, avec toute l'admiration que je porte à cet homme courageux.

CHANTAL BIET
Istres (13).

MENACE

Membre du Parti et me trouvant en vacances dans le Midi, je me suis rendu à une réunion de "Combat pour les valeurs", mouvement lancé par Philippe de Villiers.
Une trentaine de personnes y assistaient, le président de séance commença son exposé en disant qu'il n'appartenait à aucune formation politique. Durant toute sa prise de parole, la haine, l'exclusion des étrangers, un nationalisme exacerbé, une quantité de mensonges furent émis pour appeler à voter non.
La parole fut donnée aux assistants : le premier, membre du Front national, demanda à l'orateur pourquoi il ne rejoignait pas Le Pen puisque les valeurs exposées étaient les mêmes.
La réponse fut sans détour : "Nous sommes d'accord sur les valeurs, mais c'est la forme qui ne nous plaît pas au Front national. Je ne vois pas pourquoi l'opposition ne ferait pas d'alliance, Pasqua aussi est d'accord."
Je pris la parole. J'indiquais que le combat qu'avait mené la Résistance avait deux buts : mettre les armées hitleriennes hors de France, combattre Vichy et rétablir la République avec sa devise, liberté, égalité, fraternité, alors que leur mouvement voulait les supprimer et rétablir travail, famille, patrie, et qu'ils ne se fassent pas d'illusions, la République sera défendue.
Bien entendu, seul le oui peut sauver la France et l'Europe de la menace de régimes fascistes.

ROBERT LEVY
Antony (92).

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Thierry Mandon
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip,Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Romuald Meigneux / Imapress (pp. 3 et 7) ; D.R. (p. 11) ; Lauros / Giraudon (p. 12) ; N.D.-Viollet (p. 13) ; Demani / Media / Sipa-Press (pp. 16 et 17) ; P. Goux (p. 19) ; A. Bettleo (pp. 3 et 21) ; C. Mourthe / Sipa-Press (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 190.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE

4 *Quand c'est oui, c'est oui*
5 • *Les socialistes et l'après-Maastricht*
• *Laurent Fabius*
6 *Un échiquier politique à recomposer*
7 *Le couple franco-allemand se renforce*
8 *Le scrutin analysé par Alain Touraine Gérard Grunberg*
10 *Elections sénatoriales : de Maastricht au Luxembourg*

11 à 14 DOSSIER
21 septembre 1792

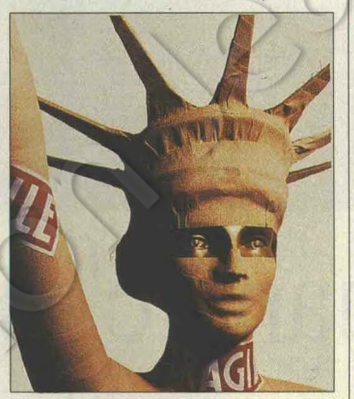
11 *La République*
12 *Maurice Agulhon*
13 *Condorcet, un précurseur*
14 • *Marianne , BCBG ou fille des rues ?*
• *Vive la République*



▲ *Oui, c'est oui (p. 4).*



▲ *Le franc dans la tourmente (p. 7).*



▲ *Mode et libertés (p. 21).*

INTERNATIONAL

16 • *Le oui français, soulagement en Europe et dans le monde*
• *Togo, urgence absolue*
• *Proche-Orient nouvelle donne pour la paix*
17 *Internationale socialiste : lutte pour la démocratie*

CROQUIS

19 • *Lettre à...*
• *Virgil Tanase*

CULTURE

21 • *Mode et libertés*
• *Tous aux abris*
• *Venue d'Ukraine*
• *C'est dans la poche !*
22 • *Post-scriptum*
• *Paris à l'opéra*

INVITE

23 *Pierre Rosanvallon*

Claude Estier

16 sept.

A peine connu le communiqué annonçant que des lésions cancéreuses ont été décelées lors de l'opération de la prostate de François Mitterrand, plusieurs journalistes me demandent ce que j'en pense. Je m'en tiens à ce que disent les médecins, à savoir que l'état du président n'a absolument rien d'alarmant et qu'après une convalescence de quelques jours, il pourra reprendre normalement ses activités. Ses propres réponses à ceux qui le pressent de questions à sa sortie de l'hôpital Cochin prouvent qu'il n'a pas perdu le sens de l'humour. Pour le reste, je sais combien il a souffert ces dernières semaines et quelle volonté il lui a fallu en particulier pour affronter -et de quelle manière !- la fameuse émission télévisée du 3 septembre. Je ne doute pas un instant que la force de caractère de François Mitterrand lui permettra de sortir vainqueur de ce qu'il appelle "un combat honorable à mener contre soi-même."

21 sept.

Et si les Français étaient plus intelligents qu'on ne le croit ? Pris tel quel, ce oui mesuré au traité pd'union europénne semble indiquer qu'ils ont voulu à la fois ne pas compromettre la poursuite de la construction communautaire et affirmer que celle-ci devait désormais trouver une approche moins éloignée des peuples et de leurs difficultés quotidiennes.
Les choses sont évidemment plus complexes et ce scrutin révèle ou confirme plusieurs fractures au sein de la société française : géographique, sociologique, conflit de générations, querelle des modernistes et des conservateurs, etc. La France rurale, le Midi méditerranéen, les zones ouvrières sinistrées du Nord-Pas-de-Calais ont imputé à l'Europe les maux dont ils souffrent. Le grand Ouest, l'Est, les grandes villes (Paris et l'Ile-de-France en général, Lyon, Toulouse, Lille, etc.) ont fait pencher la balance en faveur du oui qui a également trouvé plus d'adeptes chez les moins de 30 ans et les plus de 60 ans que dans les tranches d'âge intermédiaires.
Ces fractures, qui ne se retrouveront pas forcément lors des prochaines consultations électorales, passent également à travers tous les partis politiques, à l'exception du Parti communiste qui crie très fort mais ne pèse sans doute pas plus 7 à 8% des voix, et du Front national, quelque peu éclipsé par la campagne ultra-nationaliste de Séguin, Pasqua et de Villiers. C'est bien pourquoi, au cours des débats de ce dimanche soir, aucun des dirigeants politiques ayant préconisé le oui n'a fait preuve de triomphalisme. S'ils ont poussé un soupir de soulagement, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing savent qu'ils ont beaucoup à faire pour remettre de l'ordre dans l'opposition en même temps que pour régler leurs propres rapports personnels. Le Parti socialiste peut se féliciter d'avoir eu le soutien de plus de 80% de son électorat mais rien ne prouve que celui-ci se situe aujourd'hui à un niveau plus élevé que lors des régionales de mars dernier.
Le président de la République sort-il renforcé de ce scrutin ? Le proche avenir le dira. Les porte-parole de l'opposition affirment à qui mieux mieux que ce n'est pas lui qui a gagné. On peut pourtant facilement imaginer qui aurait perdu si le non l'avait emporté. Le mérite de François Mitterrand restera d'avoir pris le risque, et il était grand, de soumettre cette étape historique de la construction européenne au verdict populaire. La France a ainsi donné un bel exemple de démocratie qui a été salué comme tel partout en Europe et dans le monde. Cela ne peut que donner à notre pays davantage d'autorité et de prestige dans les prochains débats avec nos partenaires. Une simple ratification parlementaire, moins périlleuse certes, n'aurait pas eu cet effet.
Serge July a raison d'écrire dans "Libération" : "Le règne mitterrandien vient de trouver de justesse une cohérence... Ce sera l'Europe qui aura vraiment fait son chemin avec Mitterrand."



quand c'est oui, c'est oui

Enfin ! L'Europe devient l'avenir de la France et donne une première réalité à la citoyenneté européenne. Le traité de Maastricht est ratifié. Il ne faut surtout pas tomber dans le piège de ceux qui tentent d'accréditer l'idée qu'une ratification à 51 % ne vaut pas. Il faudra aussi essayer de comprendre ce que les électeurs ont exprimé par leurs votes.

A 51,05%, les Français ont donc approuvé la ratification du traité d'union européenne signé à Maastricht par les gouvernements des Douze. Un traité qui va transformer notre CEE en une entité politique et sociale, en un ensemble de 340.000.000 de citoyens, la première puissance économique et commerciale du monde.

La réponse apportée est claire et définitive. Elle est également incontestable. Il faut bien le souligner puisqu'au lendemain du vote, les tenants du non marchandaient mesquinement sur la validité des 51%. L'autre jour, François Mitterrand rappelait que le oui l'avait emporté de 540.000 voix. Et il observait en souriant : "En 1974, Valéry Giscard d'Estaing avait gagné avec moins de voix d'avance et je n'ai pas, en ce qui me concerne, imaginé que j'avais été élu président de la République."

La forme de la réponse des électeurs, permet, elle, d'en savoir plus long sur les Français, leurs opinions sur eux-mêmes, leurs angoisses ou leurs rêves.

Deux sociologues proposent, plus loin, une première analyse des résultats. A nous de tenter d'en faire une lecture politique et de réfuter quelques-unes des conclusions souvent hâtives tirées au lendemain de ce scrutin.

Le 20 septembre restera sûrement, comme l'a déclaré le président le soir même, une date historique pour la France et l'Europe. Elle marquera une date également pour notre démocratie. Car, ce dimanche de septembre, les Français ont eu à dépasser le présent, repousser les frontières de notre pays et lui donner une impulsion essentielle. Ce faisant, l'électeur français s'est lui-même transformé en citoyen européen.

Cette consultation, lancée en juin dernier, était à la fois un pari sur l'Europe et, surtout, un pari sur l'intelligence et la maturité politique des Français.

Rappelons-nous, les Danois venaient de refuser la ratification du traité de Maastricht, à 40.000 voix seulement, d'ailleurs, et c'est à ce moment que François Mitterrand a annoncé son choix de la procédure référendaire en France. Démarche toujours possible mais infiniment plus risquée que la voie parlementaire qui n'aurait causé que peu de soucis au président. En faisant de l'avancée européenne l'affaire de chaque citoyen, il répond par anticipation aux arguments sur l'anémie démocratique de l'Europe et ouvre un large débat national, des plus passionnants et des plus vivants. Ce faisant, il permet

Coll. Fondation Jean Jaurès

◀ *Dimanche 20 septembre, 20 h 10. C'est sûr, c'est oui.*

également une évolution du paysage politique français où les fractures laisseront des cicatrices (voir plus loin).
La question posée et le niveau du débat ont permis aux Français de ne pas confondre plébiscite et référendum, comme ils l'avaient fait en 1969. L'amalgame n'a pas eu lieu pour la majorité des électeurs qui ont répondu à la question posée plus avec leurs tripes qu'à l'appel des formations politiques comme, d'ailleurs, religieuses, savantes ou culturelles. Ces dernières ont animé le débat plus qu'elles n'ont rameuté des troupes. "Ce furent des élections d'idées et d'émotion, non des élections d'hommes", remarquait Lionel Jospin.
C'est bien ce caractère "culturel" qui donne aux chiffres sortis des urnes leur passionnante signification. Ils appellent déjà plusieurs remarques.
-Le pays ne s'est pas coupé en deux, comme on a pu l'entendre dimanche soir. Il n'y a pas, d'un côté, la France riche et, d'un autre, la France pauvre. Les contradictions sont nombreuses. La carte du non n'est pas le décalque de celle du chômage et celle du oui ne recouvre pas celle des pratiques religieuses. Le rapprochement de ces informations permet d'expliquer sans doute le vote positif de la Bretagne, des Pays-de-Loire, ou du sud du Massif central et de l'Est.
-Le rejet par les agriculteurs des décisions européennes se traduit parfaitement dans les résultats des départements restés ruraux. Encore peut-on souligner que, même après la disparition de la majorité des exploitants, notre pays reste très proche de sa ruralité puisque 900.000 agriculteurs ont pu entraîner par leur colère des millions de votes négatifs. La coupure citadins-ruraux apparaît toutefois clairement dans les chefs-lieux des départements agricoles, ainsi Saint-Lô vote oui dans une Manche majoritairement hostile à l'Europe, comme Guéret dans la Creuse, Auch dans le Gers ou Chartres dans l'Eure-et-Loir. Faut-il y voir une forme d'élitisme ressentie par le tertiaire des villes, même petites, ou bien une véritable opposition de société ?
-Le vote négatif des ouvriers est plus difficile à expliquer nationalement dans la mesure où il diffère d'une région à l'autre. Certes, les décisions de mise au chômage ont toujours coïncidé avec les plans qui portaient les noms des commissaires européens, et celui de Davignon reste de triste mémoire dans le Nord. Mais pourquoi Rombas, Hayange ou Longwy, villes sinistrées par la sidérurgie, ont-elles voté oui à 55 voire 60% alors que Seclin ou Anzin se sont prononcés à près de 60% pour le non ? La Lorraine serait-elle plus européenne que le Nord parce qu'elle se trouve près de la frontière luxembourgeoise et non de celle de la Belgique ?
-Enfin, le vote négatif des bastions socialistes, comme le Nord et le Pas-de-Calais, mais aussi des départements du Sud, comme l'Aude, signifie-t-il, comme le répètent à satiété certains, que le Parti socialiste est rayé de la carte et n'est plus un parti implanté nationalement ? Il y a là comme une contradiction quand d'autres études nous assurent que, parmi les gens qui se disent électeurs du PS, 80% ont voté oui.
Sans doute est-ce parce que, comme le souligne François Mitterrand : "Le non est la peur de l'inconnue. Il faut substituer au noir et au gris la clarté de la vraie connaissance. Tout notre effort, insiste le président de la République, doit être un effort d'enseignement." A chacun de nous d'y prendre sa part.

Lyne Cohen-Solal

les socialistes et l'après-Maastricht

Tirer les leçons du référendum, préparer les élections législatives, affirmer leur cohésion, tels sont les thèmes abordés par les socialistes lors de leur comité directeur du 23 septembre.

Et maintenant ? Après la courte victoire du oui au référendum, les socialistes ont tiré les premiers enseignements de ce scrutin, lors du comité directeur qui s'est tenu à Paris mercredi. "Ce oui n'appelle pas plus de réserve que le non danois, que personne n'a contesté, a expliqué Gérard Lindeperg. Même s'il y a des sujets d'inquiétude, une très large majorité de l'électorat socialiste a voté oui alors que Pasqua et de Villiers ont été désavoués dans les Hauts-de-Seine et en Vendée. Mais nous devons veiller à ce que la mise en œuvre de la Communauté européenne ne laisse personne sur le chemin."
Le "déficit des couches populaires" envers le PS a été au centre des débats. Une "antienne", selon Gérard Le Gall, qui a expliqué : "Les couches populaires n'ont pas adhéré au référendum car elles ne sont pas spontanément "internationalistes". C'est à nous de populariser l'idée européenne. Nous devons reconquérir les non de gauche pour les législatives."
Jean Poperen a constaté : "La France la plus défavorisée a voté non, elle avait voté pour François Mitterrand en 1981. Le nécessaire sursaut peut-il être initié par notre parti ? J'en doute."
Pour Laurent Fabius, les enseignements du scrutin référendaire doivent se

Déclaration de Laurent Fabius,
dimanche 20 septembre 1992

La victoire du oui est d'abord la victoire de l'Europe et celle de la France. Je m'en réjouis profondément et je remercie les millions de Françaises et de Français, dont de très nombreux socialistes, qui ont permis cette avancée et ceux des responsables qui y ont activement travaillé. Ainsi, le grand dessein européen engagé il y a quarante-cinq ans va pouvoir se poursuivre, non sans difficultés, bien sûr, et par étapes : la France participera à la future union européenne d'une façon déterminante. Le débat qui, dans tout le pays, a précédé le vote, a fait honneur à la politique. C'est un succès pour notre démocratie. C'est un succès pour le président de la République qui, en décidant le référendum, en a pris l'initiative. Mais ce débat a exprimé aussi des inquiétudes, des replis et des peurs. Il est clair qu'il faudra y répondre concrètement dans nos choix, en particulier dans notre façon à l'avenir de construire l'Europe qui devra être plus sociale qu'aujourd'hui, plus respectueuse de l'environnement, plus démocratique, plus humaine. L'Europe a gagné ce soir.

concrétiser dans la construction d'une Europe "plus proche, plus démocratique, plus sociale, plus environnementale". Et il a poursuivi : "Je ne crois pas que, d'ici à six mois, on trouve une solution miracle pour faire revenir à nous les couches sociales qui se sont éloignées. Mais le Parti et le gouvernement doivent avoir une attitude plus offensive en matière de politique agricole. Dans le budget, l'accent doit être mis sur le volet social. Il faut être ouvert aux couches sociales nouvelles sans abandonner notre électorat traditionnel."

Autre thème abordé, au cours de ce comité directeur : les alliances. Les contacts engagés avec le MRG seront poursuivis. Avec les écologistes, l'affaire est plus complexe. Lionel Jospin a recommandé la "prudence" pour "ne pas se mettre en position d'être rejetés" par les écologistes. Laurent Fabius a tenu à préciser que "nous travaillons sur des échéances normales". Puis, il a expliqué : "Nous avons intérêt à avoir un débat de fond avec les écologistes. Il serait étonnant que nous parvenions à un accord national avec eux. Il serait bon que nous ayons plutôt des contacts au niveau des fédérations." Une procédure qui prendra du temps. En conséquence, le calendrier pour la désignation des candidats aux législatives sera le suivant : dépôt des candidatures internes entre le 5 et le 7 novembre, vote des militants entre le 12 et le 14 novembre et convention de ratification de l'ensemble des candidatures le 28 novembre.

En matière de cohésion interne, les socialistes ont exprimé leurs inquiétudes à l'égard des attaques et du comportement développés par Jean-Pierre Chevènement et ses amis au cours de la campagne pour le référendum. D'ailleurs, ceux-ci ont persisté dans leur attitude au cours du comité directeur, en demandant l'application d'une "autre politique" et en appelant à rejoindre leur Mouvement des citoyens. Tous les courants ont été unanimes pour ne pas prendre de sanction à l'encontre des réfractaires. Laurent Fabius a répété les propos de fermeté qu'il tient depuis plusieurs mois à l'encontre de Jean-Pierre Chevènement et de ses partisans. "Si les thèses qu'ils développent, leurs comportements, leurs attaques mettent en cause notre cohérence, des décisions seront à prendre." Elles risquent d'intervenir lors de la désignation des candidats pour les législatives car, pour la direction du PS, il n'est pas question de distribuer des investitures à des candidats qui ne seraient pas dans la ligne du Parti.

Enfin, les socialistes ont affirmé spectaculairement leur solidarité avec Henri Emmanuelli. Le comité directeur a approuvé une décision prônant que les membres du bureau exécutif demandent à être inculpés par le juge Van Ruymbecke en tant que coresponsables dans l'affaire Urba-Graco.

Jean-Pierre Bedeï



UN ECHIQUIER POLITIQUE A RECOMPOSER

les partis proposent, les électeurs disposent

Ce qu'a révélé le référendum sur l'état de l'opinion doit interroger la gauche. Mais ni les représentants de la société civile ni la droite ne sont épargnés.

La passion suscitée par le débat référendaire, confirmée par une participation plus qu'honorable, a tordu le cou à l'idée d'une dépolitisation des Français. La courte victoire du oui a renforcé l'idée reçue, non pas d'une certaine insatisfaction, qui est bien réelle, des Français à l'égard des formations politiques, mais d'une distorsion complète entre leur expression électorale et les consignes des partis. Or, sur la base des dernières régionales et des consignes de vote, Jérôme Jaffré (SOFRES) fixe à 40% la force dans les partis des partisans du non (PC, FN, une moitié des Verts, Chevènement, de Villiers). Encore divise-t-il le RPR en deux tiers pour le oui, un tiers pour le non. La moitié des parlementaires qui se sont prononcés pour la question préalable de Philippe Séguin à l'Assemblée, la majorité d'élus (députés, sénateurs, députés européens) qui se sont prononcés pour le non, la liberté de vote laissée aux électeurs inciteraient plutôt au rapport 50-50. On arrive ainsi à 45% des forces politiques qui ont appelé à voter non. La distance entre les consignes de vote des formations politiques et l'électorat n'est donc que de 4%.

En revanche, les forces d'entraînement de la société civile (religieux, chefs d'entreprise, secteur associatif, chercheurs et intellectuels, artistes) se sont, avec une écrasante majorité, prononcées pour le oui. On peut sans doute voir l'approfondissement d'un fossé entre ceux qui ont le sentiment d'être privés de la parole et ceux qui l'ont. Mais le fait que quelqu'un comme l'abbé Pierre, porte-parole des exclus, ait véritablement mouillé sa chemise - une intervention télévisée, un article dans "Le Monde"- interdit les simplifications hâtives. Au total, la société civile a du mal à se reconnaître dans l'image qu'on lui tend et que, parfois, elle plébiscite. Ce n'est pas le moindre des paradoxes.

La victoire du oui a néanmoins le grand avantage de ne pas propager l'inquiétude qui caractérise la grande majorité des partisans du non chez ceux qui voient l'avenir avec plus de confiance et ont voté oui. La France n'est pas entravée. Reste la confirmation d'une France à deux vitesses face à l'évolution du monde moderne qui interpelle directement les politiques.

La victoire du non aurait provoqué un séisme en politique intérieure. Mais la courte victoire du oui ne sera pas sans conséquences à gauche (voir l'article de Jean-Pierre Bédeï) comme à droite. Au RPR, Jacques Chirac, en appelant à voter oui, a sauvegardé sa stature de présidentiable. Mais il est confronté à une offensive du courant Pasqua-Séguin. La stratégie proclamée après le vote par Charles Pasqua,

Philippe Séguin ou François Fillon, forts de leur majorité chez les électeurs de leur parti, est relativement claire : la demande d'une autre politique impliquant à terme un changement d'hommes à la tête du RPR.
Retour à une orthodoxie gaulliste sans le pragmatisme du général, antieuropéanisme et nationalisme, centralisme et autorité, assortis de vagues considérations sociales pour récupérer des couches populaires que le néogaullisme avait perdues (parfois au profit du Front national) et dont ils se flattent d'avoir commencé la reconquête.
Il s'agit de contraindre Jacques Chirac soit à troquer cette politique contre celle qu'incarne dans le mouvement Edouard Balladur, soit de faire du président du RPR une coquille vide. Le boycott du conseil national du RPR s'inscrit dans cette stratégie. Le problème de Jacques Chirac est que cette politique implique une distanciation avec une UDF dont il a besoin pour les présidentielles.
Ce n'est pas un hasard si Pasqua et Séguin ont toujours été réticents à toutes les unifications RPR-UDF suggérées par Edouard Balladur. A l'UDF, la prédominance de Giscard s'est plutôt renforcée mais le plus dur reste à faire : supplanter le RPR. Reste une donnée considérable que ce référendum aura confirmée : ce ne sont pas seulement les hommes, ni les états-majors, mais les électorats qui, à droite, sont divisés. Cela ne sera pas sans conséquence à terme.

Bernard Chaouat

LA TEMPETE MONETAIRE

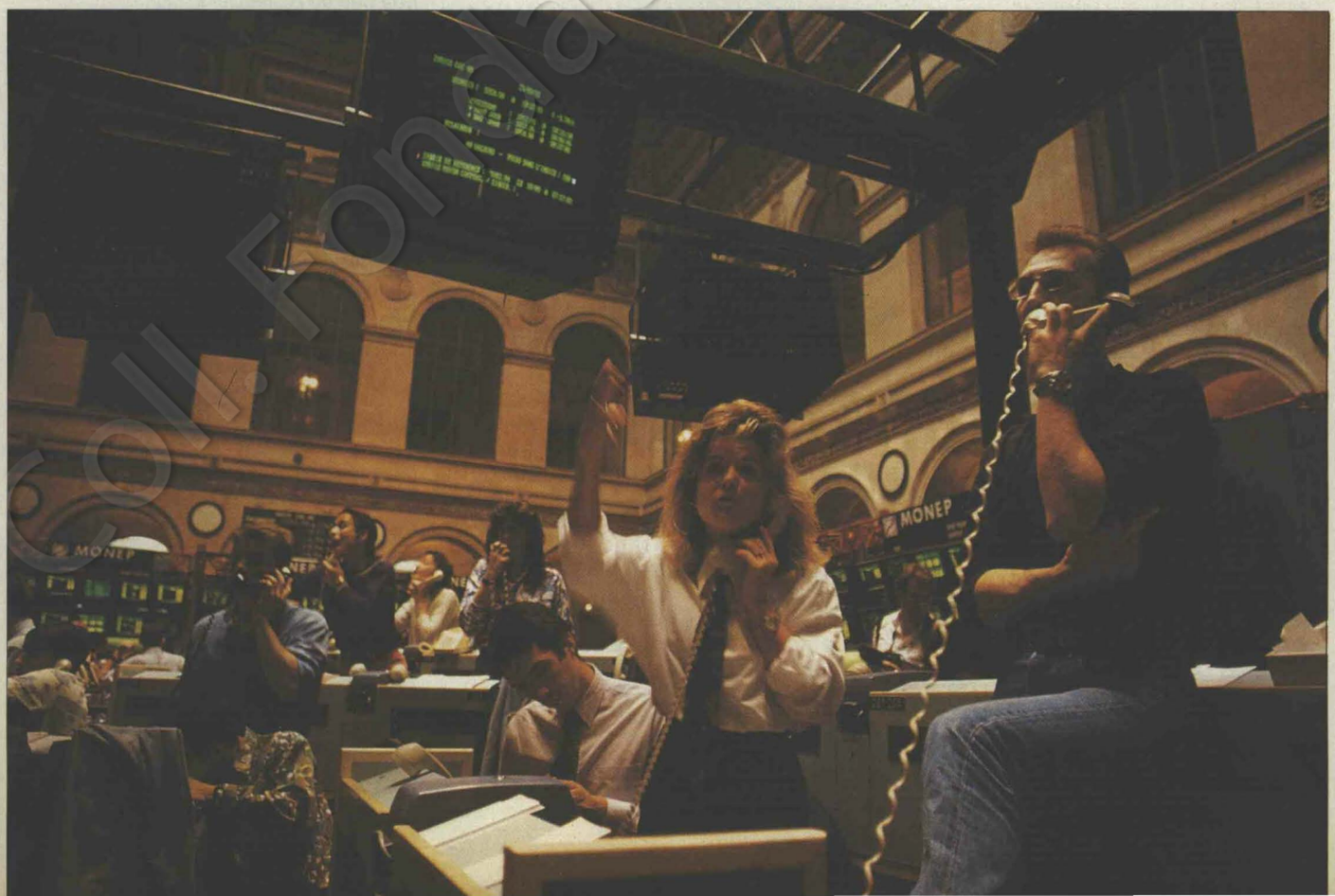
le couple franco-allemand se renforce

Le SME vit les heures
les plus difficiles de son histoire
et, cette fois,
le franc est en première ligne.
La Bundesbank a agi
pour le défendre.

Lundi, le franc commence à être attaqué. Mardi, les milieux financiers ressemblent à une meute qui réclame sa dose de sang : ils s'acharnent de plus en plus durement pour mettre le franc à mort. Dans l'après-midi, François Mitterrand et Helmut Kohl se rencontrent d'urgence, mais rien ne filtre de leur entretien. Le franc est exsangue, la meute est ivre de sang : c'est l'heure de la curée.
Mercredi matin, ensemble, les deux pays font front. Les banques centrales de France et d'Allemagne affirment leur volonté de garder la parité actuelle du franc et du mark et interviennent de conserve massivement sur les marchés. Le signe est net : il ne s'agit plus de paroles, comme lorsque les Allemands avaient regardé s'effondrer la livre, la lire et la peseta. La banque centrale d'Allemagne, dont tout le monde considère qu'elle est indépendante du pouvoir politique, met tout son crédit et tout son poids dans la bataille : fait sans aucun précédent, elle abaisse de 10% à 0-0,5% son taux au jour le jour, sciant à la base une spéculation menée en temps réel grâce à l'informatique, pendant que la France augmente à l'inverse son taux de prise en pension à cinq-dix jours de 10,5% à 13%. L'artillerie est lourde, mais l'hallali est stoppée net. Le noyau dur de l'Europe, l'axe franco-allemand, impose sa loi.

UN RETOURNEMENT

La victoire du oui en France a sauvé l'Europe, elle n'a pas tiré le SME d'affaire. Celui-ci, de toute évidence, devra être réaménagé.
Comment en est-on arrivé là ? Il est important d'analyser les mécanismes, de comprendre pourquoi ils ont joué dans ce sens-là. Il s'est produit, en ce début de semaine, un retournement qui les a changés de nature. Qui plus est, d'autres retournements ne sont pas impossibles dans les jours à venir.
Après le réaménagement monétaire de la semaine dernière qui devait calmer le jeu, les milieux financiers et monétaires ont enregistré non la victoire du oui, mais l'étroitesse de cette victoire et vu immédiatement les profits qu'ils pouvaient en tirer. Car les marchés ont beau être parmi les productions les plus sophistiquées qu'a su créer l'esprit humain, ils réagissent selon la



Col. Fondation Saint-Simon

dure loi d'airain de la nature la plus primitive : les forts mangent les faibles. Manifestement, la meute réclame encore. Elle ne peut plus rien contre la livre et la lire, qui se sont mis en congé de SME et le resteront jusqu'à ce que le ciel s'éclaicisse. Alors, elle se fait les dents sur les petites monnaies : la peseta espagnole (qui est restée dans le serpent mais a rétabli le contrôle des changes) car elle la juge encore surévaluée malgré sa dévaluation, et l'escudo portugais, dont le sort est lié à celui de la peseta. Elle attaque surtout le franc. Non parce qu'il est le symbole d'une économie en déroute -tout le monde s'accorde à reconnaître que la France est, aujourd'hui, le bon élève de l'Europe- mais parce qu'il est toujours passible du délit de "sale gueule" monétaire.

AUCUNE RAISON ECONOMIQUE POUR CHANGER LES PARITES

C'est injuste, mais c'est ainsi. Quels que soient les aléas de l'économie allemande, le mark reste une monnaie de réserve incontestée, donc sûre aux yeux des spéculateurs : à l'inverse, quelles que soient les performances de l'économie française, le franc est toujours suspect, et d'autant plus susceptible de flancher qu'ils jugent très incertain le calendrier des échéances politiques dans notre pays et tablent sur une période d'incertitude préjudiciable à l'économie. Dès le lundi, le franc retrouve son cours plancher face au mark.

La tempête nourrit la tempête. Trois monnaies européennes sont dévaluées ? Les marchés traduisent immédiatement "dévaluations compétitives", susceptibles de relancer les exportations de ces pays, donc leurs économies, et de menacer à terme les exportations françaises. Le raisonnement est simple. La pratique de désinflation compétitive menée par la France depuis plusieurs années l'a aidée à comprimer ses coûts de production, ce qui lui a permis de grignoter d'importantes parts de marché, notamment en Europe occidentale. Mais la France pourra-t-elle comprimer à nouveau ses coûts pour se battre à armes égales dans cette nouvelle donne ? Les marchés ne le pensent pas et, comme toujours, anticipent.

La nervosité des marchés atteint son comble dans la matinée de mardi, dans l'attente des décisions prises par le tandem Kohl-Mitterrand. D'autant que, si les spéculateurs ont ouvert la danse au départ, ceux qui détiennent de gros paquets de valeurs françaises ne peuvent pas ne pas tenir compte de la tendance et sont obligés de chercher à se protéger : même s'ils n'ont aucun but spéculatif, ils doivent prendre le moins de risques possibles et, donc, coller au mouvement. La meute grossit. Tout se ligue contre le franc.

Du coup, il ne peut plus être question de baisser les taux d'intérêt, contrairement à ce qu'avait laissé entendre le ministre de l'Economie et des Finances avant le référendum. Michel Sapin est bien obligé d'en prendre acte dès le lundi : "Il serait irresponsable de ne pas analyser les conditions et les conséquences de la tempête monétaire". Les Français, qui attendaient cette baisse des taux comme une bouée de sauvetage, ne suivent plus. Pourtant, cette décision est, malheureusement, facile à comprendre.

L'ARME DES TAUX

En période de calme monétaire, l'abaissement des taux directeurs permet de diminuer le coût de l'endettement des entreprises et des ménages, facilite les investissements et donne un coup de fouet à la croissance. C'est pour ces raisons que la France s'est battue depuis longtemps en faveur de leur baisse.

Mais le mécanisme se renverse dans une période de fortes tensions monétaires, lorsque d'énormes masses de liquidités cherchent, de par le monde, le meilleur rendement immédiat possible et, donc, les plus forts taux d'intérêt à court terme. Baisser les taux revient à leur offrir mécaniquement une rémunération moins forte. Elles s'en détournent pour aller vers les monnaies offrant les taux les plus forts. C'est la loi du marché. Les opérateurs demandent moins de francs, plus de marks, ce qui pèse sur la parité entre les deux monnaies. Baisser les taux en France, s'ils ne baissent pas suffisamment en Allemagne, amplifie ce phénomène. La tension sur le franc est trop forte et les banques centrales s'épuisent à le soutenir. Ce n'est donc pas le moment. Bien au contraire, pour casser la spéculation, nous l'avons vu, la France a monté mercredi son taux au jour le jour et l'Allemagne l'a baissé... Ce n'est pas un hasard si la présentation du budget de la France en 1993 a été repoussée d'une semaine.

Dans la tempête, le couple franco-allemand a su montrer son poids réel, indépendamment des déclarations d'intention. Les choses ne seront pas simples pour autant dans un avenir proche.

Ou bien le franc flanche, malgré la contre-offensive franco-allemande, et c'est la fin du SME et de la période de stabilité des taux de change. Mais cette hypothèse n'est pas la plus plausible. Ou bien il reste dans les limites étroites de fluctuation admises à l'égard du mark. Mais alors, avec les monnaies qui ont décroché, ne peut pas ne pas être institué, de fait, un SME à deux vitesses autour du couple franc-mark, l'une groupant les monnaies fortes, l'autre les monnaies faibles. A moins que ne soit renégocié, à brève échéance, un réaménagement général des parités. A plus longue échéance, se pose la question du calendrier de l'unité économique et monétaire. Il pourra difficilement être tenu.

Monique Grima

LE SCRUTIN ANALYSE

Alain Touraine : "Ceux qui ont leur chance et ceux qui ne l'ont pas"

Il n'est pas vrai que 50% des Français aient dit non à l'Europe -il existe, en France, une forte majorité pour l'Europe. Ils ont dit non à la France telle qu'ils la voient. Il y a d'un côté la question, de l'autre la réponse qui est une réponse à une autre question. Les commentaires de Philippe Séguin sont très éclairants. En résumé, c'est : "Ouf, j'ai eu peur que les Français votent non." Comme Pasqua, son objectif est de remplacer la droite libérale, orléaniste, par une droite nationale et populiste, bonapartiste.

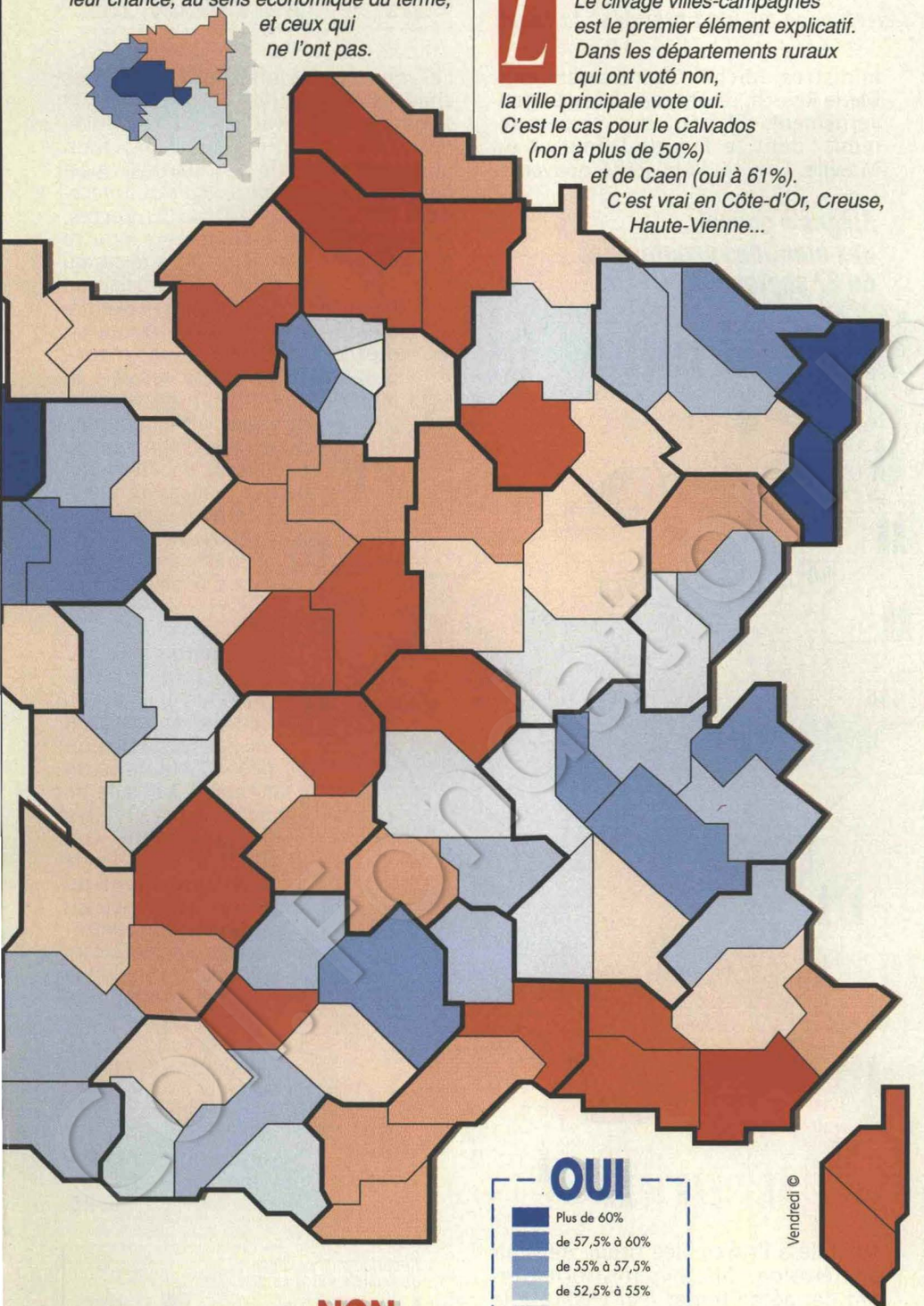


Le non est celui d'une France qui se sent perdue, assiégée. Cette France-là sera xénophobe, anti-intellectuelle, populiste. Ce qui augure mal du climat pour les années à venir. Aujourd'hui, le PS occupe le centre de l'échiquier politique. D'où un glissement de la droite plus à droite, où il reste une récolte possible. Ce qui, notons-le, fera disparaître Le Pen. Le phénomène que nous observons en France est en réalité un phénomène mondial. Partout, des gens marginalisés se renferment dans l'obsession d'une identité menacée. C'est le cas, largement, dans le monde arabe, comme c'est le cas aussi chez nous d'une partie du monde paysan et ouvrier. On demande aujourd'hui à la société française de se dépasser, de perdre une partie de sa souveraineté pour voir plus large. Certains sont bien placés pour élargir leur horizon. Mais comment d'autres qui, déjà, se sentent "largués" au niveau national, pourraient-ils avoir accès à l'Europe ? Les différences régionales sont significatives : la Bretagne et l'Alsace, qui progressent depuis vingt ans, ont voté la confiance ; le Nord-Pas-de-Calais et le Limousin, qui régressent, la défiance. L'analyse est différente dans les régions méditerranéennes : il s'agit d'un vote de type lepeniste. La France est coupée en deux, mais ce n'est pas une division sociale.

PAR DEUX SOCIOLOGUES

Gérard Grunberg : "Des clivages inhabituels"

Pour les raisons les plus diverses, une proportion considérable de la société française ne croit plus avoir des chances normales d'existence. Les indicateurs culturels, économiques, les niveaux d'information, de qualification, dissocient clairement une France "in" et une France "out". La ligne de fracture sépare les gens bien placés sur le marché, ceux qui ont leur chance, au sens économique du terme, et ceux qui ne l'ont pas.

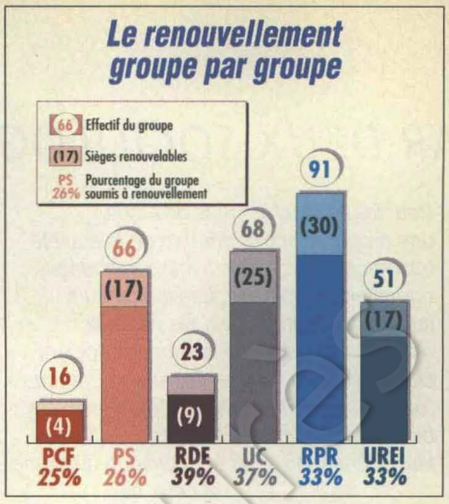


Le clivage villes-campagnes est le premier élément explicatif. Dans les départements ruraux qui ont voté non, la ville principale vote oui. C'est le cas pour le Calvados (non à plus de 50%) et de Caen (oui à 61%). C'est vrai en Côte-d'Or, Creuse, Haute-Vienne... Souvent, dans les très petites communes, le non l'a emporté massivement. Plus les villes sont des villes capitales, plus le oui est fort. La quintessence de cela, c'est Paris. Traditionnellement, on distinguait campagnes de gauche et campagnes de droite. Là, il y a une espèce de réunification du monde paysan, contre. C'est comme si l'on retrouvait le clivage prérévolutionnaire, opposant des campagnes voulant garder leur tradition et des villes souhaitant s'ouvrir. Cette coupure s'était effacée ensuite, dans la mesure où une grande partie de la paysannerie s'était ralliée à la République. Les clivages se réalisaient plutôt alors entre régions de tradition catholique et non catholique. Deuxième clivage, celui qui oppose les diplômés et la France non instruite. Selon les sondages, 70% des diplômés de l'enseignement supérieur ont voté oui, et seulement 40% de ceux qui n'ont pas de diplôme. Cela recoupe en partie le précédent clivage, mais concerne en plus les ouvriers qui, avec les agriculteurs, sont ceux qui ont le plus voté non. Le Pas-de-Calais, avec un vote massif pour le non, vrai département ouvrier, illustre cela. Plus globalement, il s'agit d'un clivage socio-psychologique, qui oppose la France qui a peur et celle qui a confiance. Le non progressant avec le degré d'inquiétude. Mais certaines situations ne s'expliquent pas par ces deux clivages, comme dans l'Est, l'Ouest, le sud-est du Massif central, qui ont voté massivement oui. Il faut alors prendre en compte les cultures régionales politiques. On observe là la conjonction d'une influence ancienne démocrate-chrétienne très proeuropéenne et d'une influence socialiste nouvelle moderniste. C'est le cas en Bretagne, par exemple, où les socialistes ont gagné beaucoup de villes lors des dernières municipales : Quimper a voté oui à 66%, Brest à 62%... Ce sont les vieilles terres de gauche qui ont voté non : Limousin, Nord-Pas-de-Calais... Pour comprendre ce qu'il s'est passé, il faut faire intervenir un dernier élément : l'influence des élus locaux et des maires en particulier. Ainsi, dans la région parisienne, par exemple, les résultats sont un peu différents selon qu'il s'agit de villes socialistes, qui votent plutôt oui, ou de bastions communistes, qui votent plutôt non.

ELECTIONS SENATORIALES

de Maastricht au Luxembourg

Le Parti socialiste pourrait devenir la deuxième force au Sénat à la suite des élections du 27 septembre. Ce scrutin ne devrait pas se traduire par de grands bouleversements dans la Haute Assemblée. Mais la campagne du référendum sur le traité de Maastricht aura pesé sur l'élection du nouveau président du Sénat.



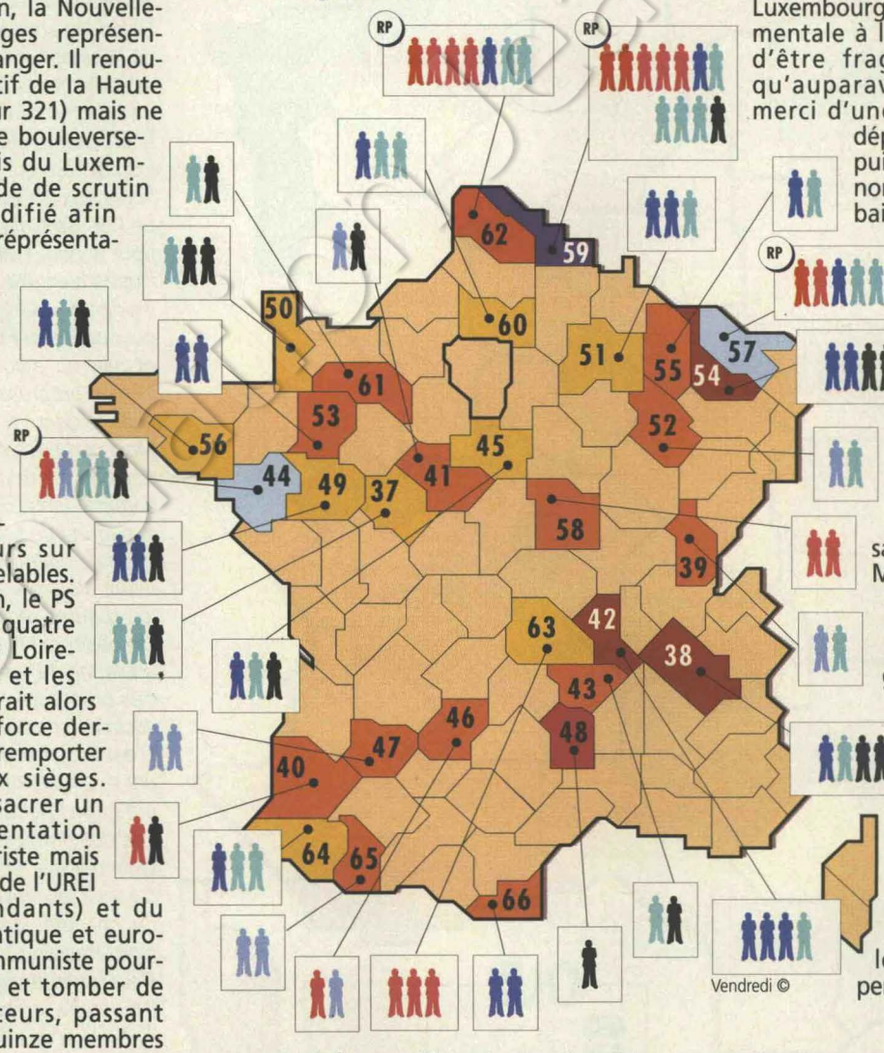
Les dimanches électoraux se suivent et ne se ressemblent pas. Le scrutin sénatorial de dimanche prochain ne suscitera pas la même fièvre que le référendum sur le traité de Maastricht. Se déroulant au suffrage universel indirect et réservé à 48.057 grands électeurs, il concernera trente départements métropolitains de l'Indre-et-Loire aux Pyrénées-Orientales dans l'ordre alphabétique, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, et quatre sièges représentant les Français de l'étranger. Il renouvelera le tiers de l'effectif de la Haute Assemblée (102 sièges sur 321) mais ne devrait pas provoquer de bouleversement politique au palais du Luxembourg. Tant que le mode de scrutin actuel ne sera pas modifié afin d'assurer une plus juste réprésentation du milieu urbain, comme le demandent les socialistes, le Sénat restera une assemblée conservatrice.

BATAILLE POUR LA PRESIDENCE

Au sein du groupe socialiste, dix-sept sénateurs sur soixante-six sont renouvelables. A l'occasion de ce scrutin, le PS compte gagner trois ou quatre sièges : dans le Nord, la Loire-Atlantique, les Landes et les Hautes-Pyrénées. Il pourrait alors redevenir la deuxième force derrière le RPR, lequel peut remporter un ou deux nouveaux sièges. Ce scrutin devrait consacrer un maintien de la représentation actuelle du groupe centriste mais une diminution de celles de l'UREI (Républicains indépendants) et du Rassemblement démocratique et européen (RDE). Le Parti communiste pourrait perdre deux sièges et tomber de seize à quatorze sénateurs, passant alors sous le seuil des quinze membres permettant de constituer un groupe politique au Sénat.

Si cette élection devrait traduire une stabilité dans le rapport de force au sein du Sénat, elle pourrait avoir des conséquences politiques. D'abord, elle est susceptible d'entraîner un remaniement gouvernemental technique. Deux ministres, Michel Charasse et Jean-Marie Rausch, seront remplacés au gouvernement, s'ils sont élus, respectivement, dans le Puy-de-Dôme et en Moselle. Ensuite, la majorité gouvernementale à l'Assemblée risque de subir une érosion. Cinq députés socialistes ont décidé de tenter leur chance à la Haute Assemblée : Pierre Mauroy, tête de liste dans le Nord, Roland Huguet (Pas-de-Calais), Marcel Charmant (Nièvre), Charles Metzinger (Moselle) et André Labarrère (Pyrénées-Atlantiques).

Sièges à pouvoir aux élections sénatoriales du 27 septembre

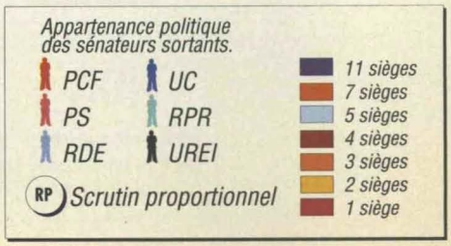


Les quatre premiers ont de fortes chances de rejoindre le Sénat. Leurs sièges resteront vacants à l'Assemblée nationale jusqu'en mars prochain puisque aucune élection partielle n'est possible dans les douze mois qui précèdent un scrutin législatif. Certes, la droite présente également quatre députés aux sénatoriales. Dans le cas où ceux-ci ne seraient pas élus au palais du Luxembourg, la majorité gouvernementale à l'Assemblée risquerait d'être fragilisée. Plus encore qu'auparavant, elle serait à la merci d'une motion de censure déposée par l'opposition, puisqu'une diminution du nombre de députés ferait baisser la majorité requise pour renverser le gouvernement.

Enfin, la succession d'Alain Poher à la présidence du Sénat, qui se dénouera le 2 octobre, constituera un épilogue au scrutin sénatorial et au référendum européen. "Seul un partisan du oui au traité de Maastricht peut être élu président du Sénat, indique Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat. Nous empêcherons toute candidature soutenue directement ou indirectement par Charles Pasqua."

Un centriste pourrait succéder à Alain Poher. Jean Lecanuet et René Monory sont déjà sur les rangs et d'autres y pensent...

J.-P.B.



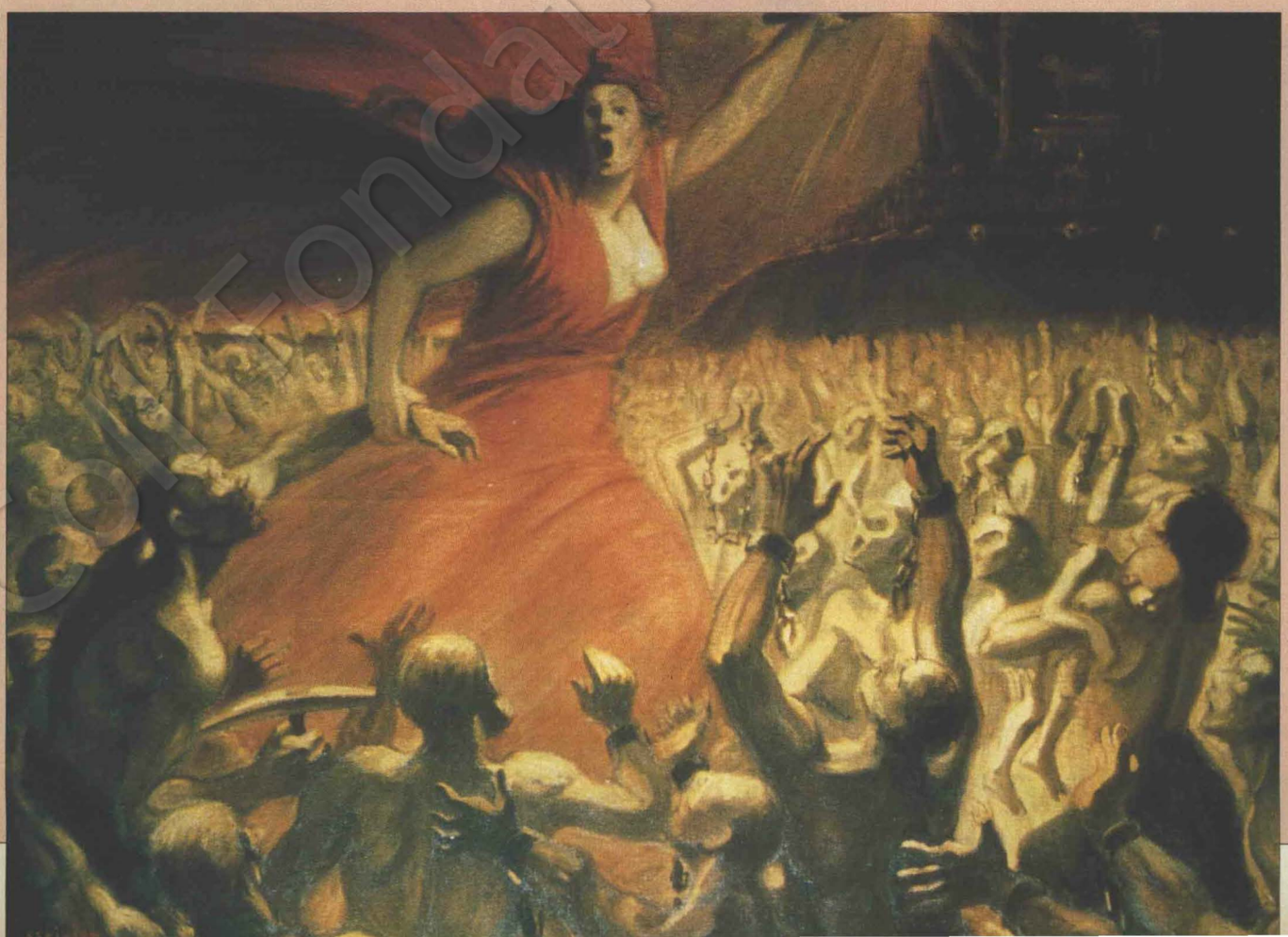
DOSSIER

La République

Fille de la Révolution française, la République est une vieille dame dont on célèbre le bicentenaire. Elle a pris différentes formes au cours de l'histoire mais ses idéaux demeurent d'actualité. Sa force repose sur ses valeurs universelles qui doivent être enseignées sans relâche.

La Révolution française n'a pas accouché tout de suite de la République. La gestation a duré trois ans et demi. Une période convulsive durant laquelle les hommes de 1789 se sont accomodés d'une monarchie constitutionnelle.

Ce n'est qu'en 1792 que la République fit son entrée dans l'histoire de France, officiellement, mais avec discrétion. En septembre 1789, lors des débats à l'Assemblée nationale sur la future constitution, les députés étaient unanimes pour conserver au roi l'exercice des pouvoirs exécutifs, même s'ils étaient divisés sur les limites qu'il fallait y apporter. L'idée républicaine n'était guère à l'ordre du jour. Elle affleurait à peine dans quelques opuscules. Elle réussit à s'imposer à la suite d'une succession d'événements qui accélérèrent la chute de la monarchie. Le 21 juin 1791, la fuite du roi suscite la colère du peuple et creuse un clivage au sein de l'Assemblée entre les tenants d'une monarchie constitutionnelle et ceux qui, s'affichant ou non republicains, veulent la destitution de Louis XVI. Condorcet s'avère alors un ardent propagandiste de la République (voir page suivante). Finalement rétabli dans ses pouvoirs, le roi prête serment mais espère une intervention des armées étrangères pour l'aider à restaurer toute son autorité. Après la déclaration de guerre à l'Autriche, le manifeste du duc de Brunswick, général en chef des armées prussienne et autrichienne, qui menace la France d'une "vengeance exemplaire



Dossier préparé par Jean-Pierre Bedeï et Françoise Lorrain

◀ *Steinlein : "Le Cri des opprimés, ou la libération" (musée du Petit Palais, Genève).*

Fondation Jaurès



▲ "Marianne" de Decaris (1940).

MAURICE A

"chaque génération doit refaire l

A l'occasion du bicentenaire de la République, Maurice Agulhon, professeur au Collège de France, explique le concept de république et ses formes politiques.

On a souvent tendance à confondre république et démocratie. Comment les différencier ?

La démocratie est un mot relativement abstrait qui, par ses racines grecques, signifie le pouvoir du peuple. La république, usuellement, désigne les Etats qui ne sont pas des monarchies. La démocratie c'est le pouvoir du peuple, la république c'est l'absence de roi. Ces notions auraient très bien pu ne pas se confondre. On peut théoriquement imaginer que le peuple se serve de son pouvoir pour porter à sa tête un chef, et il a existé, dans l'histoire, des républiques sans monarque mais qui n'étaient pas pour autant des pouvoirs populaires car elles étaient dirigées par des oligarchies. La réalité française fait que les deux concepts coïncident. Notre République, depuis son avènement, a toujours été accompagnée d'une aspiration à donner le pouvoir au peuple, c'est-à-dire d'une aspiration à la démocratie.

Les spéculations tendant à distinguer la démocratie de la république ne me paraissent pas très utiles. Il vaut mieux se réjouir qu'aujourd'hui, en France, tout le monde se proclame républicain. Lorsqu'on a célébré le centenaire de la République, en 1892, seule la gauche se proclamait républicaine ; la droite se définissait, à quelques exceptions près, par le rejet de la République. Nous n'en sommes plus là.

Depuis un siècle, la gauche a gagné puisqu'elle a stabilisé la république en France, et que toutes les forces conservatrices ont fini par s'y rallier. Elle doit être satisfaite qu'il y ait aujourd'hui un consensus autour de l'idée de république. Tout le monde est républicain, mais la gauche a la petite joie symbolique de l'être depuis plus longtemps que les autres. Dans la famille, elle peut se prévaloir d'un droit d'aînesse...

La droite et la gauche se réclament de la république. Mais s'agit-il de la même ? Il y a eu plusieurs formes de république : conservatrice, modérée, radicale...

Souscrire à la république signifie souscrire à un Etat de droit et à un régime de démocratie libérale. C'est cela qui fait l'objet d'un consensus en France. Mais les forces conservatrices qui ont accepté le régime républicain n'ont pas accepté tout le corps idéologique qui l'accompagnait. La référence positive à la Révolution française ou l'attachement à la laïcité ne font pas partie de ce consensus.

La droite et la gauche ne sont donc pas d'accord sur toutes les valeurs de la république ?

Non. Les valeurs communes et essentielles qui accompagnent la république sont celles de la démocratie et de la liberté.

et à jamais mémorable" dans le cas où il serait porté atteinte à Louis XVI, précipite les événements : révolte des sections parisiennes, prise des Tuileries le 10 août 1792, repli de la famille royale à l'Assemblée qui suspend le roi et se prononce pour l'élection au suffrage universel d'une Convention ayant pour mission de rédiger une nouvelle constitution.

Le 20 septembre 1792, les Français repoussent les Prussiens à Valmy. Le 21, dès sa première réunion, la Convention abolit la royauté. Le lendemain, à la demande de Billaud-Varenne, elle décide qu'à partir de ce jour, les actes publics seront datés de "l'an un de la République".

La première République était fondée, de manière furtive, sans proclamation officielle. Vierge en France, la République avait besoin de faire son chemin dans les institutions mais aussi dans les esprits... ■



GULHON :
'apprentissage de la République."

Au-delà, s'ajoutent des valeurs supplémentaires propres à chaque camp, et qui lui permettent de s'affirmer comme meilleur républicain que l'autre. Essayons d'arbitrer.
On peut définir la gauche soit dans l'absolu, soit dans le relatif. Dans l'absolu, la gauche, c'est le système de démocratie libérale issu de la Révolution française. En ce sens-là, la République est à gauche ; nous, gens de gauche, sommes les aînés de la famille ; et les partis républicains de plus fraîche date appartiennent aussi à la gauche, même s'ils n'en conviennent pas. Dans le relatif, au contraire, où la gauche signifie tendance à innover et à progresser, et la droite tendance à freiner et à conserver, alors, il y a des républicains de droite et des républicains de gauche. Tout cela semble bien abstrait. N'empêche que, si on le comprenait, on ferait l'économie de bien inutiles querelles de mot.

A propos de la république, on parle souvent d'une "exception française". En quoi consiste-t-elle ?
L' "exception française" provient surtout des origines révolutionnaires de la République. Cela, entre autres choses, introduit une fierté et une exigence de progrès et d'avant-gardisme dans notre identité nationale. Mais ne peut-on pas trouver une exception nationale dans chaque pays ? En réalité, ceux qui parlent le plus d'exception française sont ceux qui ne veulent pas construire l'Europe. Or, le fond commun entre peuples européens, en matière de culture et d'aspirations politiques, est aujourd'hui bien plus important que leurs différences.

Une des caractéristiques de la République en France ne réside-t-elle pas dans ses contradictions ? Un exemple : la IIIe République a développé les libertés publiques, mais aussi le colonialisme...
La République, en France, a constitué un empire colonial en s'appuyant sur un mélange de bons et de mauvais motifs. Après sa victoire définitive, entre 1870 et 1880, la République a été très rapidement acceptée par les puissances d'argent. Les forces capitalistes ont cessé alors de soutenir à fonds perdus des royalistes qui n'avaient plus aucune chance de succès pour se rallier à la République et l'investir. Elles ont fait la politique coloniale qui leur convenait, c'est le premier motif. Et elles l'ont fait d'autant plus facilement que les républicains les plus idéalistes étaient persuadés que la colonisation constituait le vecteur permettant de diffuser dans le monde les grandes valeurs et les grands progrès matériels.
Si la France de 1870-80 était restée une monarchie ou un empire, elle aurait tout aussi bien conquis des colonies, à l'image de l'Angleterre et de l'Allemagne. En revanche, on doit rappeler que c'est des rangs des républicains qu'est sortie l'aspiration à la justice et notamment l'anticolonialisme. Car l'appel à la justice pour les colonies ne fait que rappeler la République au respect de ses propres principes.

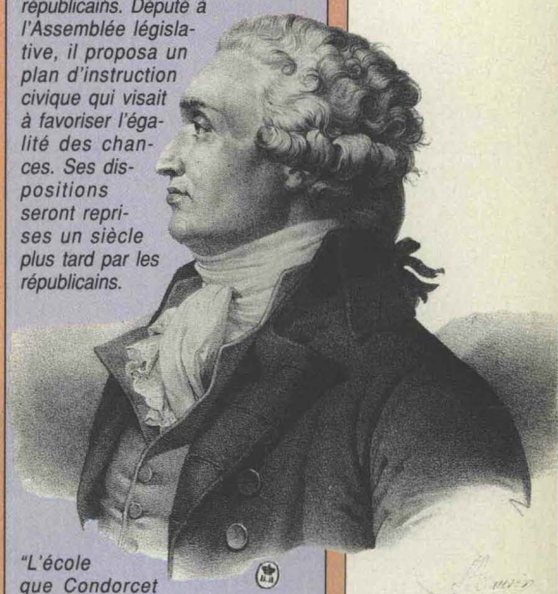
A la fin du siècle dernier, le mouvement ouvrier et les socialistes reprochaient à la République de ne pas répondre suffisamment à la question sociale. Y-a-t-il un déficit social de la République ?
Bien entendu. La République ayant été fondée avant le socialisme, elle a forcément été pendant une bonne cinquantaine d'années une République non socialiste. Quand la République a gagné, l'idée socialiste était balbutiante en France.
La République s'est imposée grâce aux éléments idéologiquement avancés, c'est-à-dire laïques, des classes supérieures, et au basculement en sa faveur des ouvriers conscients mais aussi d'une bonne moitié des paysans, des classes moyennes et des professions libérales. C'est une France à hégémonie bourgeoise qui est devenue républicaine. A l'intérieur de la République, le mouvement ouvrier a continué à critiquer les injustices du régime social et à en exiger la correction, comme il le faisait sous les régimes précédents. Mais Jaurès est de ceux qui ont pensé, avec raison, qu'il était plus facile dans la République que dans tout autre régime de réclamer la justice parce que celle-ci était implicite dans ses exigences.

La controverse sur les foulards islamiques dans les écoles ne montre-t-elle pas que les valeurs de la République, en l'occurrence la laïcité, doivent être redéfinies ou clarifiées ?
Je suis très attaché à la laïcité dont le principe est simple : séparation de la politique et des religions et renvoi de celles-ci à la sphère privée. Au-delà, il y a l'histoire.
La laïcité et ses principes élémentaires de droit public se sont accompagnés d'une combativité anticléricale extrêment vive car, au début de la IIIe République, l'Eglise était intransigeante, antimoderne et quasiment tout entière dans le camp opposé à la République. Notre tradition de laïcité et de combat anticlérical s'est forgé dans ce contexte. L'Eglise a ensuite accepté la République, la démocratie libérale, nos valeurs et nos institutions. On ne peut donc plus lui parler sur le même ton et la combattre de la même façon que le faisaient nos ancêtres au temps de Ferry ou de Combes. C'est un premier point. Le second consiste à considérer la place de l'islam aujourd'hui en France, deuxième religion après le catholicisme, et religion travaillée par des éléments intégristes. Par culture et conviction, à gauche, nous ne voulons pas avoir l'air de faire chorus avec les discours xénophobes ou racistes. Nous avons tellement peur de passer pour antiarabes que nous n'osons pas critiquer les musulmans quand il le faudrait. Et pourtant, nous devrons apprendre à voir la réalité froidement et dire que le combat de la laïcité ne se mène pas seulement contre le pape de Rome mais aussi contre des mollahs et des ayatollahs.

Aujourd'hui, la République est-elle en crise ou menacée ?
Comme je l'ai écrit ailleurs, la République me paraît plus menacée par l'anomie que par la dictature. On peut s'interroger sur l'enracinement des valeurs de la république dans l'esprit des simples gens. A gauche, nous avons l'impression naïve que, du moment que nous sommes en république, nous sommes tous de bons citoyens héréditairement. Or, l'expérience prouve que c'est à chaque génération qu'il faut refaire l'apprentissage de la république par l'école. Ce n'est pas parce les principes du civisme républicain ne sont guère plus contestés que la pédagogie du civisme doit se relâcher. ■

■ CONDORCET ■
UN PRECURSEUR

Injustice de l'histoire, il est resté trop longtemps méconnu. Pourtant, Condorcet (1743-1794) peut être considéré comme un des précurseurs de la République. Ce marquis, mathématicien, encyclopédiste, célèbre dans toute l'Europe des Lumières, était passionné de justice. Il lutta contre l'esclavage et la traite des Noirs, milita pour la reconnaissance de la citoyenneté des protestants et des juifs et réclama l'égalité des droits entre hommes et femmes.
Le 8 juillet 1791, devant le Cercle social, il lut un discours intitulé "De la république, ou un roi est-il nécessaire à l'établissement de la liberté ?" Répondant négativement à cette question, il conclut que seule l'instauration de la république pourrait permettre aux Français d'être un "peuple libre". "La prise de position de Condorcet constitue une étape capitale dans l'apprivoisement de l'idée républicaine en France", souligne l'historien François Lebrun (1). Avec l'Américain Thomas Paine, Condorcet fonda la Société des républicains. Député à l'Assemblée législative, il proposa un plan d'instruction civique qui visait à favoriser l'égalité des chances. Ses dispositions seront reprises un siècle plus tard par les républicains.



"L'école que Condorcet veut créer conduit inévitablement à la république. Car à quelle fin tend son projet d'instruction, sinon à former des citoyens libres, égaux et fraternels ?", écrivent Robert et Elisabeth Badinter (2). Condorcet paracheva son œuvre par la rédaction d'un projet de constitution particulièrement démocratique.
Refusant de rallier les montagnards dans la phase la plus dure de la Révolution, il fut arrêté et mourut dans sa cellule le 29 mars 1794. Mais sa pensée fait partie du "patrimoine de la République", selon le mot de Jaurès.

(1) Dans la revue "L'Histoire", n°155

(2) "Condorcet" (Fayard), remarquable biographie de Robert et Elisabeth Badinter.

MARIANNE, BCBG OU FILLE DES RUES ?

Buste à l'antique trônant sur une sellette dans la salle des mariages, la Marianne des sous-préfectures arbore souvent le port de tête intimidant des autorités désincarnées.

Le modèle 1889, créé par Injalbert, a le regard absent des représentations symboliques. Il tranche avec la déesse au bonnet phrygien de Gustave Doré qui, pieds nus, glaive brandi, guide le peuple, Jeanne d'Arc révolutionnaire, sœur de sang de la République dépoitraillée de Delacroix, guerrières et partisanes comme il sied quand les libertés sont en danger.

Ziegler accroche des ailes à sa Marianne, fière et battante, le pied posé sur un lion. Nous sommes en 1848, elle tient dans sa main gauche le triangle isocèlement égalitaire, tandis qu'une brassée de blé rappelle que la République est aussi nourricière. Celle de Bizot, seins maternellement offerts, a cet air béatement niais des futures mères.

Ainsi en va-t-il des représentations de Marianne dont personne ne sait vraiment pourquoi elle ne s'appelle pas Jeanne ou Margot, prénoms autrement fréquents à l'époque que cette contraction mariale qui unit la fille à la mère, laïcisant, en quelque sorte, pour la vierge rouge, le divin patronage. Galanterie d'après souper, un soir de 1797, à Colmar, de la part de Barras à l'égard de Mme Reubell, née Marie-Anne Monhat, emprunt à une chanson occitane, peu importe en vérité. En donnant un prénom à la République, Marianne l'a rendue familière à chacun.

Force et beauté des allégories

Quand elle porte le bonnet rouge des esclaves affranchis, elle s'affiche à gauche. Une sage couronne de laurier ou de chêne, parfois réhaussée d'une étoile à cinq branches et la voilà modérée.

Fille des rues, la poitrine dénudée, ses cheveux flottent au vent de l'émeute. Bon genre, elle se cuirasse et discipline en un strict chignon, sa coiffure opulente.

Vengeresse ou bonne fille, gueuse ou conquérante, elle marche au pas de l'histoire. Puis, quand la République se banalise, quand tout danger semble à jamais écarté, elle sombre dans l'effigie. Bardot en 1969, Deneuve en 1985 font basculer l'abstraite beauté républicaine dans une incarnation terriblement figurative. Mireille Mathieu, Anne Sinclair, Ines de La Fressange la déclinent à leur tour, tandis que Vanessa Paradis la réduit à une Lolita grassouillette au bébête show.

Terrible confusion des genres qui ignore que la force et la beauté des allégories, que la profondeur des figures emblématiques ne résident peut-être que dans l'étrange présence des pures créations. ■



VIVE LA REPUBLIQUE !

Réunir, dans l'ancien hôtel Rohan, le passeport intérieur du peintre David, les bustes des illustres libres penseurs que furent Hugo, Gambetta et Ferry, l'affiche "électorale" de Jeanne Deroin, candidate aux élections de 1849, "représentante du peuple et émancipatrice de ces dames", des tracts de solidarité avec les républicains espagnols, une salle de classe IIIe République avec son foie d'alcoolique et ses bons points, voilà qui devrait faire frissonner d'horreur les nostalgiques qui porteront le deuil de la mort du roi, en janvier prochain.

Du 22 septembre au 10 janvier, tous les jours de 12 à 18 heures, sauf le lundi, se tiendra, aux Archives nationales, une grande exposition qui, après avoir failli s'intituler "La République nous appelle", en hommage au chant du départ écrit par Chénier en 1794, est devenue "Vive la République", tout à la fois cri de victoire et souhait de longévité. C'est lors de la séance du 21 septembre 1792 que la Convention abolit la royauté. Quatre jours plus tard, elle proclamait la République, une et indivisible.

L'année du bicentenaire de la prise de la Bastille n'a pas, loin s'en faut, épuisé tout le potentiel commémoratif de la Révolution française. C'est l'histoire des cinq républiques, évoquée à partir de documents, d'objets ou de gravures qui est ainsi présentée, non selon un strict ordre chronologique, mais au rythme ternaire de la devise : liberté, égalité, fraternité.

Cette composition illustre les heures glorieuses mais aussi les journées dramatiques d'avril 1834 ou de mai 1871 et les trahisons de 1804, 1852 et juillet 1940.

Plus subtilement, cette marche au rythme de la devise patriotique permet de souligner que la lutte fut longue en matière de liberté, puisqu'il fallut attendre 1881 pour que s'impose celle de la presse, 1890 pour en finir avec les passeports intérieurs et les livrets d'ouvrier, 1901 pour que celle d'association s'instaure et 1905 pour que la laïcité triomphe.

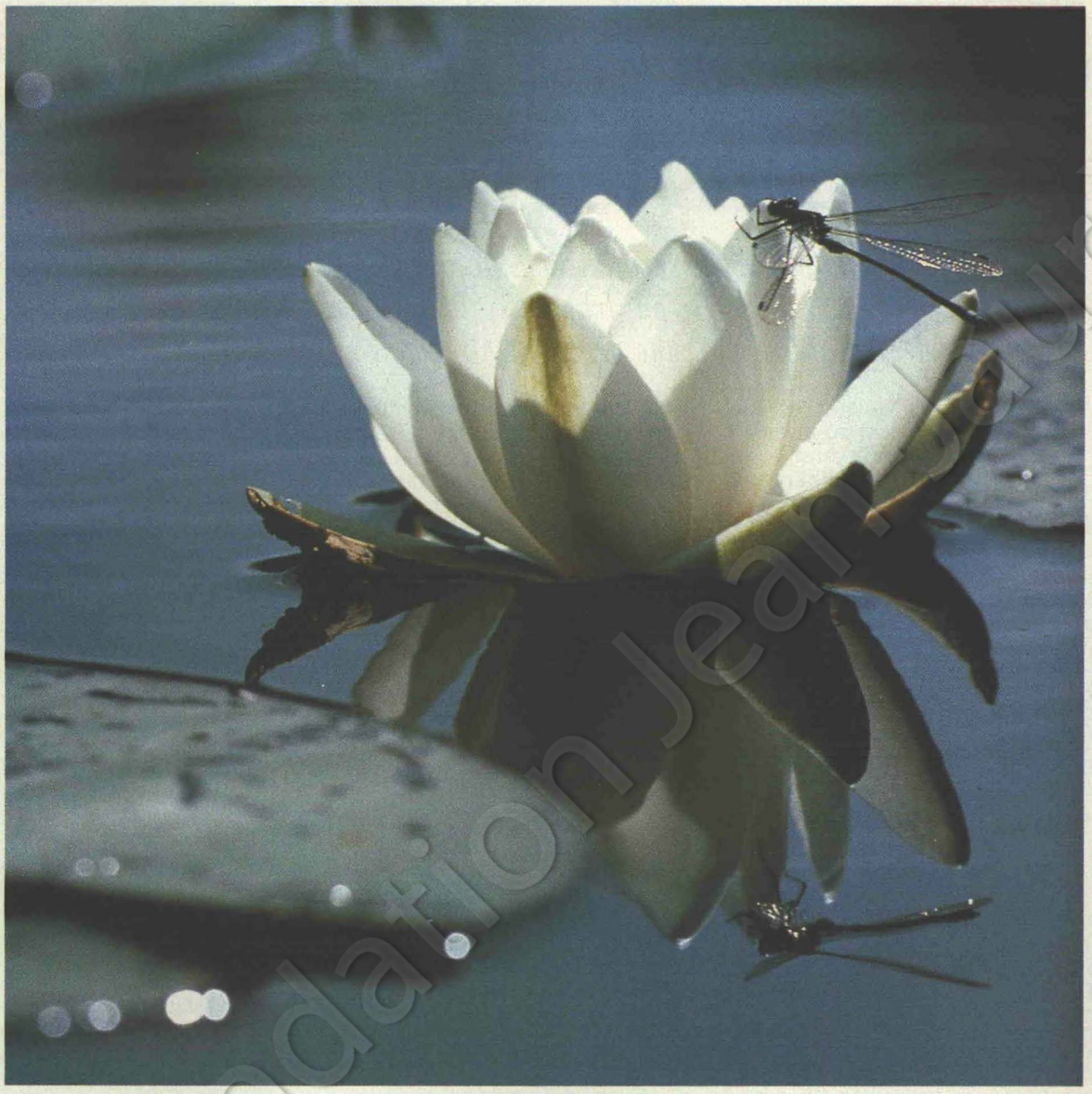
De même, l'égalité de tous devant la loi, l'impôt, l'armée ou l'éducation exigea temps et volonté farouche. Qu'on se souvienne simplement que le suffrage ne devint universel que lorsque fut accordée enfin, en 1944, aux femmes la majorité politique.

Quant à la fraternité, qui donne sa dimension universelle à la morale républicaine, si elle fut à l'origine du syndicalisme et des mouvements humanitaires, elle est encore loin d'être la norme.

Si, aujourd'hui, la République n'a plus le potentiel mobilisateur qui suscita l'adhésion enthousiaste, quasi mythique, à ses principes, c'est peut-être qu'elle a cessé d'être menacée. Aussi, à l'heure où elle pourrait se résumer à n'être qu'un régime consensuel suffisamment bâtard et accueillant pour concilier les extrêmes, il est bon de rappeler qu'il a fallu se battre et mourir pour qu'elle naisse, vive et triomphe, pour enfin atteindre cette incontournable évidence qu'on lui reconnaît, en France, aujourd'hui. ◆

Collection Archives Nationales

Respectueux de nature.



COMPAGNIE CORPORATE

Chaque année,

nous trouvons naturel

d'investir

pour préserver

l'environnement.

EDF
Electricité
de France

Coll. Fondation Jean Jaurès

LE OUI FRANÇAIS

soulagement en Europe et dans le monde

Après avoir tenu plusieurs semaines l'Europe en haleine, le oui français à la ratification du traité de l'union européenne permet d'aller de l'avant.

L'Europe était inquiète. Les Français, en répondant positivement à la poursuite de la construction européenne, l'ont libérée de l'incertitude qui a donné la fièvre aux marchés financiers. Allemands, Anglais, Italiens, Grecs, Espagnols, Portugais... ont exprimé leur satisfaction d'un résultat non acquis à l'avance et qui conditionnait leur avenir. Même si cette victoire à l'arraché a révélé -et c'est l'un des mérites du référendum- les inquiétudes des opinions publiques sur un processus qu'elles maîtrisent encore mal. A l'instar des Européens, Américains, Chinois, Russes, Israéliens et bien d'autres ont, eux aussi, salué un résultat qui ne brise pas dans l'œuf l'espoir d'îlot de stabilité et de paix que représente pour tant de pays secoués par la guerre et la famine une Europe en marche vers son unification.

Il était inévitable que les forces hostiles à l'Europe, en Allemagne, mais surtout en Grande-Bretagne, ne s'appuient sur le petit succès du oui pour repartir en guerre contre la ratification du traité dans leur pays. A preuve, l'attitude de John Major, président en exercice de la CE, qui semble chercher à repousser la ratification dans son pays en la liant au réglement de la question danoise.

C'est pourquoi les douze ministres des affaires étrangères de la Communauté, réunis à New York en marge de l'assemblée générale de l'ONU, ont réaffirmé leur satisfaction du résultat français et la "haute priorité" qu'ils attachent "à la conclusion rapide et couronnée de succès du processus, sans rouvrir le texte actuel, sur le calendrier prévu par le traité." En clair, pas de renégociation et entrée en vigueur le 1er janvier 1993 (à condition, toutefois, que les douze pays l'aient ratifié).

C'est pourquoi, aussi, François Mitterrand et Helmut Kohl ont voulu se rencontrer le 22 septembre, pour poursuivre "le mouvement qui est né", selon l'expression du président français, sans renégocier le traité mais en en renforcant ce qui répond aux attentes des citoyens : une plus grande démocratisation du système européen, passant, notamment, par une répartition mieux définie des pouvoirs de décision entre la CE et les Etats membres et par l'accélération de son élargissement et de son unification monétaire.

On peut s'attendre aussi, avant le sommet européen du 16 octobre à Londres, à une initiative franco-allemande destinée à donner un "signal d'apaisement" aux opinions inquiètes et à aider les pays dans lesquels la ratification se heurte à des difficultés. Un nouveau coup de pouce pour aller de l'avant.

Ghislaine Toutain

■ TOGO ■
URGENCE ABSOLUE

Au Togo, la période de transition, initiée en septembre 1991 à l'issue de la conférence nationale souveraine, et qui devait s'achever le 28 août 1992, a dû être prolongée jusqu'au 31 décembre. D'ici là, doivent se tenir un référendum constitutionnel (27 septembre), des élections municipales, législatives et présidentielles.

Depuis un an, la situation politique, extrêmement tendue, est tout à fait comparable à celle d'Haïti. L'armée togolaise, tribalisée à outrance par vingt-cinq ans de pouvoir sans partage du général Eyadéma, et la police n'ont cessé de mettre en cause les institutions légales élues par la conférence nationale : le Haut Conseil de la République (HCR), présidé par Mgr Kpodzro et le gouvernement du premier ministre, Joseph Kokou Kooffigoh.

Déstabilisation en octobre 1991, tentative de putsch militaire en décembre, attentats et assassinats restés impunis, dont ont été victimes de nombreux dirigeants démocrates, ont conduit à la mise en place, le 14 septembre dernier, d'un troisième gouvernement de transition. Ce gouvernement, approuvé par un HCR pris en otage par l'armée, confirme la reprise en main du pays par le général Eyadéma qui, en dépit de faux-semblants, n'a jamais respecté les règles du jeu de la transition. Les portefeuilles clefs (défense, administration territoriale et sécurité, communication, affaires étrangères) reviennent à l'ancien parti unique, le RPT, ce qui hypothèque gravement le processus électoral prévu.

Dans ce pays "duvallierisé", la sécurité des biens et des personnes n'est bien sûr pas assurée, et l'envoi massif d'observateurs étrangers est une urgence absolue.

Guy Labertit

PROCHE-ORIENT

nouvelle donne pour la paix

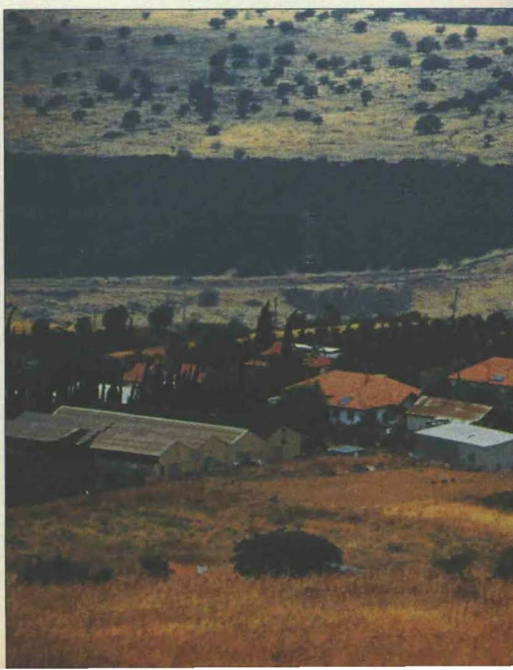
Même si les négociations de paix au Proche-Orient sont toujours difficiles, l'arrivée des travaillistes au pouvoir en Israël en a changé radicalement la donne.

Comme il s'y était engagé lors de la campagne électorale de juin dernier, le premier ministre Ytzhak Rabin s'est attaqué d'emblée à la question de la paix. Rompant avec l'intransigeance de son prédécesseur, avant même la reprise des négociations de paix, le 24 août, à Washington, il faisait des ouvertures significatives à l'égard de ses interlocuteurs. Ainsi proposait-il aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza l'élection d'un conseil administratif en avril-mai 1993. Il reconnaissait en outre que les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité s'appliquaient aux négociations avec la Syrie. En clair, Israël se déclarait prêt à un compromis sur le Golan, ce qu'il refusait jusqu'à présent.

Le Golan ou la paix ? ▶

Contrairement à toute attente, les discussions avec les Palestiniens piétinent tout en se déroulant dans une atmosphère "sérieuse". Les approches divergent sur le degré d'autonomie : les Palestiniens revendiquent l'élection d'un "conseil législatif" conduisant à l'indépendance, ce que les Israéliens rejettent pour l'instant. Mais un groupe formel vient d'être constitué pour faciliter la négociation.

C'est avec les Syriens que le dialogue semble s'être noué, même si les positions des uns et des autres restent encore très éloignées. Les Syriens exi-



INTERNATIONALE SOCIALISTE

lutte pour la démocratie

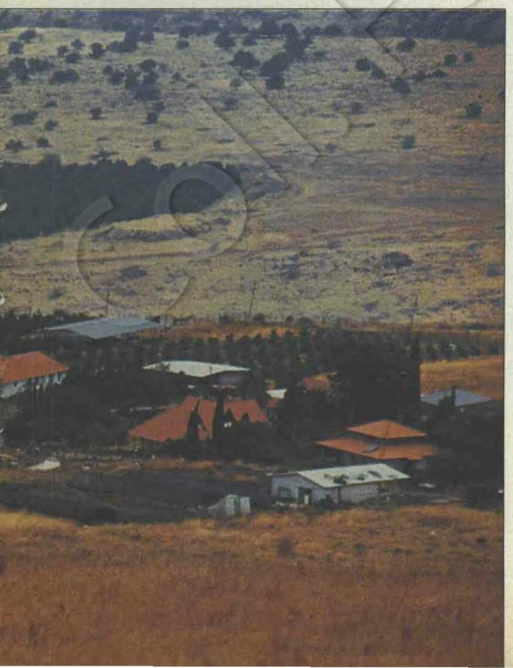
Comment approfondir la démocratie dans les pays de l'Est et les pays en développement, thème, entre autres, sur lequel l'IS a réfléchi lors de son congrès, assombri par la maladie de Willy Brandt et l'horrible assassinat des invités kurdes iraniens.

Lors du XIXe congrès tenu à Berlin, du 15 au 17 septembre, un socialiste français a été élu, pour la première fois, par les représentants des socialistes du monde, à la présidence de l'IS. Une reconnaissance internationale pour le premier premier ministre de François Mitterrand mais aussi pour l'évolution idéologique que le PS a su mener.
Pierre Mauroy avait, à Madrid, en mars dernier, reçu l'adoubement de Willy Brandt. Il fut formellement élu par les applaudissements du congrès en l'absence du président sortant, retenu par sa maladie. Au sortir de cette manifestation, son premier geste fut de se rendre, à Bonn, au chevet de l'ancien chancelier fédéral.
Forte désormais de plus de cent partis et de soixante candidatures (lire "Vendredi" n°156), l'Internationale socialiste s'est penchée pendant deux jours et demi sur l'avenir de la démocratie et les avancées de la liberté depuis les trois dernières années.
L'invité vedette de mercredi, Mikhaïl Gorbatchev, a retracé devant les sociaux-démocrates les difficultés de son entreprise de libéralisation de l'ex-URSS et évoqué les cousinages qui existent entre ses recherches et les leurs. Répondant lui aussi aux interrogations sur les idéologies de demain, il a engagé ses auditeurs à la recherche d'un nouvel "humanisme".
Les textes soumis aux votes des délégués ont porté sur les droits des minorités, l'économie mondiale, le développement durable et l'environnement, et, en guise de résolution finale sur "la social-démocratie dans un monde en changement".
Le jeudi soir, après la clôture des travaux, le congrès s'est trouvé endeuillé par l'assassinat, dans un café berlinois, de quatre représentants du PDKI invités par l'organisation afin de défendre la démocratie pour l'Iran, l'autonomie et la solidarité pour leur peuple martyr. Il s'agit du Dr Sadegh Sharafkandi, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, et de Fatah Abdouli, représentant en Europe du PDKI. Les deux autres victimes de cette exécution politique seraient Nouri et Omayun. Le PDKI avait déjà été décapité par l'assassinat, le 13 juillet 1989, à Vienne, d'Abdul Rahman Ghassemlou. Le président de l'IS, comme le Parti socialiste français, ont dit leur indignation et demandé que l'enquête entamée par la police berlinoise ait des suites.

A.J.

gent le retrait total d'Israël du Golan. Les Israéliens n'entendent pas revenir aux frontières de 1967. C'est pourquoi, avant d'engager la discussion sur les questions territoriales, Ytzhak Rabin -qui veut obtenir une paix totale et séparée avec la Syrie- entend discuter du contenu de la paix : frontières ouvertes, libre circulation des personnes et des biens, relations diplomatiques, ouverture d'ambassades, traité de paix.
En visite officielle à Paris, la semaine dernière, Shimon Peres, le ministre des Affaires étrangères, expliquait au gouvernement français la nouvelle position d'Israël, a souhaité que l'Europe y joue un rôle plus important. Et que la France, notamment, puisse convaincre les pays arabes du sérieux des intentions israéliennes. Ce que fit Roland Dumas au cours d'un voyage éclair à Damas, lundi dernier, alors qu'était confirmé le principe d'un voyage de François Mitterrand en Israël.
Pour autant, nul doute que les négociations seront longues et difficiles. Mais, pour la première fois depuis des années, une réelle opportunité s'offre à tous ceux qui veulent la paix. Comme le disait avec beaucoup d'émotion Ytzhak Rabin durant le congrès de l'Internationale socialiste, à Berlin : "La paix n'est pas un rêve. Elle est accessible dès lors que, de part et d'autre, la confiance s'instaure, la volonté s'affirme, le courage commande."
Cette question du Golan pourrait bien constituer la première grande épreuve intérieure du gouvernement. Les dirigeants des localités juives, fondées pour la plupart par des travaillistes, ont exprimé leur hostilité à toute concession territoriale. Le Likhoud accuse le gouvernement de "brader le Golan".
Ytzhak Rabin, qui a toujours reconnu l'importance stratégique du plateau du Golan pour la sécurité d'Israël, pourra-t-il convaincre ses compatriotes que la chance de la paix qui s'offre aujourd'hui commande de "dépasser l'histoire et dessiner l'avenir" ?

G.T.



BREF... EN BREF... EN

■ La 47e session annuelle de l'assemblée générale de l'ONU s'est ouverte le 21 septembre à New York. Soulagée par le oui français à l'Europe, elle compte cent quarante-quatre points à son ordre du jour, dont son nouveau rôle, voulu par son secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, et la question de son financement, l'élargissement du Conseil de sécurité à l'Allemagne et au Japon, le mantien des sanctions contre l'Irak, l'exclusion de la Yougoslavie. George Bush a ouvert les débats. Apportant son soutien à l'union européenne, il a affirmé la volonté de son pays de participer à la paix du monde et annoncé une réorganisation de l'aide américaine en faveur d'un "partenariat" économique avec les pays en voie de développement pour "promouvoir une prospérité mutuelle".

■ Alors que les Serbes poursuivent un pilonnage incessant sur Sarajevo et incendient les principaux bâtiments, la reprise du pont aérien humanitaire pourrait prendre plus de temps que prévu. De nombreux pays estiment en effet insuffisantes les garanties de sécurité fournies par les belligérants. L'horreur risque de ne plus connaître de limite.

■ Une équipe d'experts en armes chimiques de l'ONU est arrivée à Bagdad le 21 septembre pour inspecter l'état d'avancement du rassemblement par l'Irak de ses armes chimiques en vue de leur destruction.

■ L'ONU entame de difficiles négociations avec les autorités irakiennes pour la mise en œuvre d'une nouvelle intervention humanitaire d'urgence en faveur des Kurdes à l'approche de l'hiver dans un contexte très différent de l'an dernier : la rupture entre les Kurdes et Bagdad est aujourd'hui consommée. Saddam Hussein refuse toujours, en outre, un accroissement du nombre des effectifs de l'ONU en Irak.

■ Au Pérou, depuis l'arrestation à Lima, le 12/9, d'Abimaël Guzman, chef du Sentier lumineux, les actes de vengeance de ses partisans ont causé la mort de dix-huit personnes. Plusieurs attentats à la bombe ont fait de lourds dégâts matériels.

15701

Ville de Montluçon (Allier) 50.000 hab.

adhérente à FRANCE-CONGRES

recrute d'urgence

UN CADRE A

MISSIONS

Chargé, au sein d'une direction regroupant des activités économiques, touristiques et d'aménagement urbain :
- de prospecter -au niveau national et régional- des congrès, colloques, salons économiques...
- de promouvoir (sur le plan national) l'image de la ville

PROFIL

- formation supérieure en communication et/ou marketing
- expérience en démarchage et communication
- bon relationnel
- connaissance de l'anglais souhaitée
- aptitude à l'organisation et au suivi de congrès et salons

Adresser candidature et CV détaillé :
M. le Député-Maire - BP 238
03109 MONTLUCON cedex

15703

Ville de Montluçon (Allier) 50.000 hab.

recrute d'urgence

UN TECHNICIEN TERRITORIAL

Pour occuper les fonctions d'inspecteur de salubrité

Adresser candidature et CV détaillé avant le 15 octobre 1992 à :
M. le Député-Maire - BP 238
03109 MONTLUCON cedex

◆

Parce qu'un
COLLABORATEUR POLITIQUE
se recrute
DANS UN SUPPORT POLITIQUE...
Pensez
AUX PETITES ANNONCES
de "Vendredi"

◆

15704

Ville de Montluçon (Allier) 50.000 hab.

recrute d'urgence

TECHNICIEN TERRITORIAL
RESPONSABLE AU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL DE LA MAINTENANCE DES BATIMENTS COMMUNAUX

MISSIONS

- organisation et gestion de l'entretien et de la maintenance du patrimoine bâti
- encadrement et gestion du personnel des ateliers (menuiserie, électricité, plomberie, chauffage, couverture, serrurerie, peinture, maçonnerie)
- planification des travaux et contrôle de l'exécution
- développement de la gestion analytique des chantiers
- établissement des propositions budgétaires

PROFIL

- bonnes connaissances des théories et pratiques en bâtiment tous corps d'état, en particulier en électricité et sanitaire
- aptitude au commandement, à l'encadrement et à la gestion des équipes
- sens des relations publiques et des contacts humains
- sérieuse expérience souhaitée

Adresser candidature et CV détaillé à :
M. le Député-Maire
BP 238
03109 MONTLUCON cedex

15702

Ville de Montluçon (Allier) 50.000 hab.

recrute

UN SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

MISSIONS

Membre de la direction générale, vous assurerez :
- la coordination et le contrôle des directions opérationnelles (services techniques, Culture-Sport, Enfance-Jeunesse, Solidarité sociale...)
- la direction du cabinet du secrétariat général
- la préparation et le suivi des dossiers du bureau municipal

PROFIL

De formation supérieure, vous disposez d'une solide expérience des collectivités territoriales.
Bon relationnel, vous montrez des aptitudes pour la direction d'équipes.
Connais. et pratique des méthodes modernes de gestion indispensables.

Prime annuelle + régime indemnitaire

Adresser candidature et CV détaillé avant le 30 septembre à :
M. le Député-Maire - BP 238
03109 MONTLUCON cedex

▶ EMPLOI

15705 - ***Sup. de Co Lyon,*** 48 ans, cherche poste DAF ou dir. SEM, toutes régions.
☎ 42.96.14.35

15706 - ***Technicien supérieur textile, BTS action commerciale,*** adhérent PS, 33 ans, 4 ans expérience, cherche emploi dans l'industrie textile ou dans le commerce de la grande distribution, toutes régions.
☎ 20.02.84.32

15707 - ***Ingénieur biochimiste et économiste,*** 47 ans, adh. PS, ayant assuré missions complexes dans 65 pays pour dév. ind., transports, technologies, recherche d'extrême urgence emploi en rapport dans agro-industries, biotechnologies, environnement, santé, chimie fine, génies industriels... ou institutions internationales, nationales voire régionales.
☎ 69.05.97.23

15708 - J.H. 33 ans, bac + 5 informatique, 7 ans d'expérience dans l'enseig. (math., physique, info.) *cherche poste* D'INFORMATICIEN PARIS ET R.P. (conception, dével., C, Unix, SGBD...). ***Etudie toute proposition.***
☎ 60.08.56.33

15709 - ***Je saisis vos thèses, mémoires, courriers, etc.*** Macintosh, impres. laser.
☎ 42.62.82.43

▶ TRAVAUX

15710 - ***Biarritz - entreprise de traitement de bois,*** termites, assèchement des murs, réalise devis ttes régions, possibilité location de matériel.
☎ 59.41.28.93

▶ IMMOBILIER

15711 - ***Sainte-Maxime,*** vds studio 4 pers. dans immeuble 1 étage, gde piscine, vue imprenable, 320 000 F.
☎ 73.84.30.48

▶ RENCONTRES

15712 - ***Veuve, retraitée, 60 ans, bachelière,*** athée, cherche ami(e)s pour visites, sorties, vacances, Paris et région parisienne.
☎ (1) 46.26.24.53

15713 - ***Collaboratrice "Vendredi" cherche JH/JF anglais(e) ou américain(e)*** pour quelques heures de conversation hebdomadaires.
☎ 40.24.19.75

abonnez-vous, abonnez-les !

"Vendredi" Le carnet

Pierre et Françoise WEILL, sa famille et tous ses amis ont la peine de vous faire part

du décès de

Marius GIRAUD

le 7 septembre 1992 à l'âge de 92 ans

Il fut un grand militant ouvrier, un homme de caractère et de générosité.
L'inhumation a eu lieu le 10 septembre dans son village natal à Saint-Dizier-Leyrenne (Creuse) en toute simplicité.

10 rue de Sèvres 75007 Paris

C'est décidé, je m'abonne

Nom .....
.....
Prénom .....
.....
Adresse .....
.....
.....
.....
Code postal .....
Ville .....
.....

Abonnement 1 an : 260 F
DOM-TOM / CEE : 400 F
Autres pays : 600 F
Soutien : 500 F

A renvoyer à : "Vendredi"
service lecteurs,
10 rue de Solferino,
75333 Paris cedex 07
accompagné, éventuellement, du montant des abonnements. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande adresse.

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée sur ses terres

Lettre à

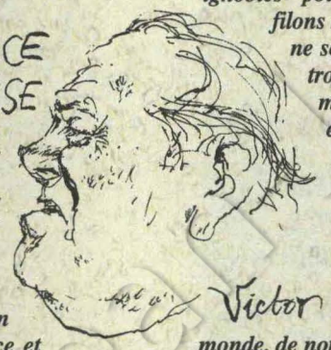
...

Ma douce,

Le chevalier Jean-Marie de La Teigne, s'exprimant l'autre soir, soutint la thèse que le président ne fut malade et opéré qu'à cause que la grande votation sur l'Europe se préparait. Je vous laisse penser la délicatesse du personnage. Que dirait-il si on l'accusait d'avoir perdu un œil -sans qu'on sache bien lequel- pour ne plus voir qu'une moitié de la réalité ?

Mais il dit aussi, ce soir-là, des choses fort surprenantes sur l'identité française. Il expliqua en un moment que les enfants d'étrangers nés sur notre sol, et donc de nationalité française, mettaient en péril l'identité française. Oui, ma douce, vous avez bien lu : des citoyens français peuvent menacer l'identité française. Mais c'est que ces Français-là n'avaient point de parents français. Sans se demander qui à ce compte restera français, on voit donc que, pour le chevalier de La Teigne, la définition du "Français" ne repose que sur l'origine d'ethnie ou de race. Ce qui est la définition même du racisme, et cela, comme vous le savez, est non seulement en désaccord mais en contravention avec nos lois. On dit que le chevalier Jean-Marie de La Teigne a, dans ses nuits agitées, des rêves de mort yougoslave.

Voltaire terminait ses lettres aux philosophes de ses amis par ces mots : "Ecrasons l'infâme". Par infâme, il n'entendait point un homme déterminé, mais l'intolérance et le fanatisme qui découlent de l'ineptie ou de la scélératesse. On pourrait dire en ce sens que le chevalier Jean-Marie de La Teigne est infâme.



Pour ma part, je préfère dire que ce chevalier de La Teigne est ignoble, au sens étymologique du terme, c'est-à-dire "qui n'est point noble". Il faut bien sûr comprendre noble au sens moral, de cette noblesse dont sait faire preuve le peuple dont ce chevalier, qui en est dépourvu, se réclame pourtant. Dans les mines, on parle de "filons ignobles" pour désigner des filons métallifères qui ne sont que boue et trop peu riches en métal pour être exploités utilement.

Mais j'aime mieux dire qu'il est immonde, c'est-à-dire qui doit être rejeté du monde, de notre monde.

Vous, ma douce, vous êtes tout le contraire de cela.

p.c.c. Jean Guiloineau

VIRGIL TANASE

L'école que l'on mérite

Si l'école est malade, n'est-ce pas que nous le sommes peut-être bien davantage ?

A chaque rentrée, un certain nombre d'ouvrages reposent la même question angoissée : qu'en est-il de l'école ? Que fait-elle de nos enfants ? Les auteurs ont toujours le mérite de parler en connaissance de cause. Nous voilà confrontés à de terrifiantes histoires vraies, à des extraits de documents internes stupéfiants, à des statistiques qui font peur. Maurice T. Maschino n'y va pas par quatre chemins en intitulant son livre : *"L'École, usine à chômeurs" (1).* Professeur et journaliste, il s'est déjà rendu célèbre par quelques écrits, sur le même sujet, d'une rare violence : "Vos enfants ne m'intéressent plus" et "Voulez-vous des enfants idiots ?", entre autres. J'ai toujours admiré la clarté de son discours, son engagement moral et intellectuel. Cette fois encore, son propos me touche.

Professeur d'université et sociologue, Jean-Louis Derouet signe *"École et justice" (2),* un essai qui se propose, surtout, de "bien décrire, clarifier les références", bref, "rendre le débat maîtrisable, permettre aux individus de s'y repérer." Il le fait avec compétence sans pour autant me convaincre des avantages de l'école "à justifications multiples". Enfin, Marc Guiraud, journaliste, et Gilbert Longhi, proviseur de lycée, font découvrir *"La République lycéenne" (3)* dans un ouvrage vrai, parfois contradictoire dans la lecture des faits, de toute façon trop asservi à l'éloge d'un type de professeur dont on nous annonce l'émergence sans que l'on puisse être tout à fait sûr ni qu'il n'ait jamais existé, ni qu'il soit le modèle des années à venir : "C'est un professionnel de l'enseignement, un intellectuel rigoureux, attentif aux résultats autant qu'aux élèves, réconcilié avec son métier."

En dépit de leurs opinions, de leur façon de regarder l'école, tous ces auteurs se retrouvent autour d'une idée de bon sens qu'énonce Jean-Louis Derouet : "Le professeur qui vient gagner sa vie et les trente-cinq élèves amenés par l'obligation scolaire doivent se mettre d'accord sur une définition d'un bien commun, sinon, les contraintes liées à leur coprésence deviendraient rapidement intenables." Marc Giraud et Gilbert Longhi énoncent cela à leur manière : "Le désir de lycée des jeunes c'est aussi celui d'une loi qui différerait des valeurs familiales incertaines, de la jungle de la rue, des modèles véhiculés par la télévision (argent, sexe, violence, pouvoir)."

Et c'est là que les choses se compliquent. L'école de la République avait pour souci l'égalité des chances. Dans le contexte d'une "incertitude sur la légitimité et les buts de l'éducation", on propose aujourd'hui un "ajustement local" (J.-L. Derouet). Les professeurs veulent former des êtres. Les élèves et les familles voudraient que l'école produise des salariés (Guiraud et Longhi). De plus, l'école, "seul lieu où l'on puisse à la fois acquérir un savoir et se former la pensée critique de tout savoir... se construire un jugement libre", est en butte à une "offensive généralisée contre l'intelligence et le jugement indépendant" (Masquino).

Maurice Masquino met tout le monde en cause : on a l'école que l'on mérite. Notre société se décompose et la faillite de l'école n'est qu'un symptôme de la déconfiture générale de nos valeurs collectives. L'humanisme, dont il se fait le partisan pathétique, est bien davantage que la reconnaissance des repères qui nous instituent en tant que figures d'exception dans le réel, douées d'intelligence et d'une morale. Il est aussi la capacité de regarder l'autre, les autres, et d'établir, par une générosité inconnue dans le monde animal, des valeurs collectives. Or, dans un monde qui exalte l'individu, la réussite personnelle, un monde où il n'y a plus un avenir commun à construire, au nom de quoi former les générations nouvelles ? Est-ce un hasard si apparaissent maintenant, avec violence à l'Est, où l'on se jette passionnément dans la société libérale, mais aussi chez nous, les germes d'un nationalisme qui demeure, pour certains, la seule valeur collective ?

Si l'école est malade, n'est-ce pas que nous le sommes peut-être bien davantage ?

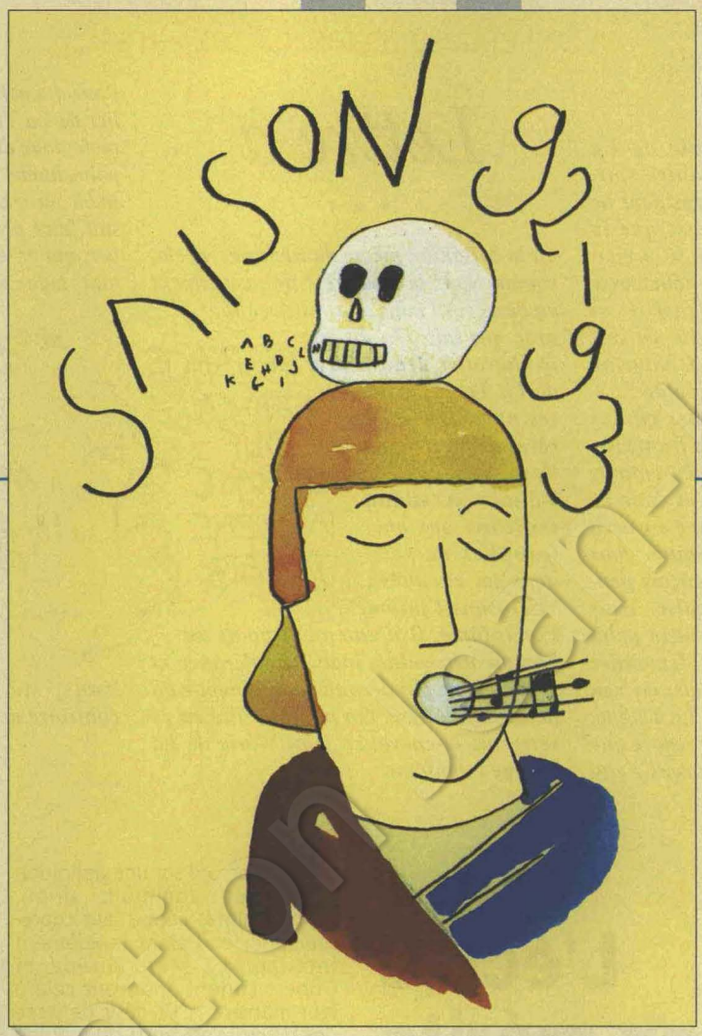


▲ *Professeur et élèves doivent tomber d'accord sur une définition d'un bien commun.*

(1) Robert Laffont, 252 p., 110 F.
(2) Métailié, 297 p., 130 F.
(3.) Payot, 308 p., 135 F.

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57



VACANCES

Un séjour plongée sous-marine à Tabarka (Tunisie) du 14 au 21/11. 2.400 F tout compris (voyage AR, pension complète, 10 plongées). Ça vous tente ? Si oui, appelez-nous vite !

"L'EGLISE" de Louis-Ferdinand Céline

Théâtre des Amandiers, Nanterre, du 29 septembre au 25 octobre

Trame dramatique du "Voyage au bout de la nuit", c'est l'unique pièce de Céline. Miroir sans complaisance des questions de l'époque. Un spectacle vivant, drôle, féroce et tendre à la fois.

Mise en scène : Jean-Louis Martinelli

5 invitations (2 personnes) pour nos abonnés les 7, 8 et 9 octobre.

"LA BELLE ALPHREDE" de Jean de Rotrou

Théâtre de la Main d'Or (Paris), du 1er octobre au 8 novembre

Pour Alphrède, l'amour c'est l'enfer. Enceinte, elle s'est juré de faire revenir par tous les moyens son infidèle amant.

Le classique de la saison (rappelons que Jean de Rotrou fut un contemporain de Corneille).

Mise en scène : Xavier Brière

10 places pour nos abonnés le 8 octobre.

IONESCO AU GYPTIS

Marseille, du 6 au 24 octobre

• "La Cantatrice chauve"

Les couples vivent ensemble mais ne se reconnaissent pas. Mensonge petit-bourgeois que la vie commune ! Alors, pourquoi pas, un pompier qui débarque chez vous ou une bonne délirante lisant des poèmes ?

• "La Leçon"

Un enseignant perpètre quarante meurtres par jour et recommande à sa bonne d'avoir des égards pour le cadavre dont elle le débarasse...

Mise en scène : Andonis Vouyoucas

Pour connaître les programmes

- **Théâtre des Amandiers :** ☎ 46 14 70 00
- **Théâtre de la Main d'Or :** ☎ 48 05 67 89
- **Piano'cktail :** ☎ (16) 40 65 05 25
- **Le Pin Galant :** ☎ 56 97 82 82
- **Le Gyptis :** ☎ 91 08 10 22

Pour obtenir les places, appelez-nous !

JULIETTE GRECO

Piano'cktail, Bouguenais (44), le 10 octobre

L'événement de la rentrée à Bouguenais. Des refrains éternels, mais aussi des chansons écrites dernièrement par Charlélie Couture. La "jolie môme" vous promet un grand moment d'émotion.

5 places pour nos abonnés.



NUIT TANGO

Le Pin Galant, Mérignac (33), le 10 octobre

Tango instrumental, tango chorégraphié dans la plus pure tradition, tango chanté, et... un bal en fin de soirée. Le tango sous toutes ses formes.

Avec le trio José Mosalini et le quatuor Montironi

5 invitations (2 personnes) pour nos abonnés.

Coll. Fondation Jean-Jaurès



tous aux abris

Les Chanson + Bifluorée sont de retour : tous aux abris ! On va chanter sec et rire dru avec ce dangereux et irrésistible gang attractif qui inaugure son nouvel album, "Pourquoi les girafes", par deux semaines de pignolades chantées et d'harmonieuses pasticheries au Casino de Paris. Ces quatre fils cachés de Jacques Prévert et Francis Blanche ont la caricature corrosive ("Fou de danse") et l'émotion à fleur de voix ("Le Concert n'a pas été réussi") au point de faire rire ou sourire tous les poètes, d'Omonville-la-Petite à Eze-Village...

F.T.

Casino de Paris → 3/10, ☎ 42.85.26.27
Puis, Alès 9-10, Aubagne 11, Nîmes 13, Epinal 15, Elancourt 16, St-Maximin 17.
(Nouveau CD chez Fnac-Music).



DES IDEES ET UN IDEAL

mode et libertés

Imaginez trente-sept statues de la liberté, celle de Bartholdi mais à l'échelle humaine, taille mannequin, fières, le bras levé, dans une mise en scène spectaculaire. Elles sont disposées autour d'une tête monumentale, le long d'un échafaudage de chantier. Le jeu a consisté à demander à trente-sept créateurs de la haute couture d'imaginer un vêtement pour la liberté. Le résultat est éblouissant. Rouge sang pour Dior, noire et troublante pour Chantal Thomass, Lagerfeld l'a fourrée dans un grand sac très Chanel tandis que Ted Lapidus la sangle dans un bustier terriblement américain, nouveau monde oblige. La liberté de Balmain, derrière un paravent, se dévêt lentement, déjà sont élégamment abandonnés escarpins et manteau et le bras qui s'élève donne à voir une anatomie grâce-kellienne. Liberté dénudée, liberté revendicatrice aussi, comme celle d'Emmanuelle Kahn qui lit la déclaration des droits de la mode, de la femme, des deux quoi, tandis qu'on aperçoit les célèbres lunettes. Un grand moment d'humour et d'élégance, un formidable révélateur de la diversité des talents, une remarquable rencontre entre la couture et l'art plastique.

F.L.

Musée des Arts
de la mode et du textile,
Palais du Louvre,
107, rue de Rivoli
75001 Paris.
Tous les jours jusqu'au 26 octobre, sauf mardi,
nocturne le mercredi (22 heures).
☎ 42.60.32.14

venue d'Ukraine

A la découverte d'une artiste et d'une expression.

Olga Rapaï-Markish, Ukrainienne, est sculpteur. Elle est née en 1929. Son père, Peretz Markish, poète yiddish de renommée mondiale, a été exécuté lors des purges staliniennes de 1952. Et ses études à l'Institut des arts de Kiev furent interrompues par deux années de déportation en Sibérie, avec sa famille, jusqu'à ce que, sous Khrouchtchev, elle puisse revenir en Ukraine.
Plusieurs de ses réalisations ornent aujourd'hui les édifices publics de Kiev. Et un bon nombre de ses œuvres polychromes, de petite taille, sur céramique, vont être exposées à Paris. A la fois le folklore ukrainien et les thèmes juifs nourrissent son inspiration. Une œuvre aux antipodes du pesant social-réalisme qui a si longtemps étouffé l'expression artistique dans l'ex-Union Soviétique.



J.G.

FIAP Jean-Monnet,
30 rue Cabanis, Paris XIVe.
Les 28, 29 et 30/9, de 9 h à 23 h.
☎ 45.89.89.15

C'EST DANS LA POCHE !

Juif et Allemand, anarchiste de raison, socialiste de cœur, sioniste séculier convaincu, Gershom Sholem a consacré sa vie à décortiquer le judaïsme à la lumière de la dialectique. Un recueil d'articles, de débats, de souvenirs (1), fait découvrir l'homme dans son époque et éclaire la lecture de son œuvre maîtresse (2). De la sociologie ou de la religion, laquelle prend appui sur l'autre ?
GERSHOM SHOLEM
(1) "Fidélité et utopie-Essais sur le judaïsme contemporain", 276 P.
(2) "Le Messianisme juif-Essais sur la spiritualité du judaïsme", 504 P.,
PRESSES POCKET, COLL. AGORA.

Dieu est présent aussi dans ce savoureux essai de 1946, mais en tant que spectateur surpris par ses créatures. Un regard à la fois caustique et condescendant sur la société de l'immédiat après-guerre... vue d'en haut.
JULIEN BENDA ***"Le Rapport d'Uriel"***,
ACTES SUD, COLL. BABEL, 164 P.

Et l'on retrouve Dieu en toile de fond d'un superbe roman médiéval. Dieu otage de la Sainte Eglise apostolique et romaine, de ses templiers, de ses cathares même, que l'on extermine en son nom. Chevaleresque en diable.
GEORGES BORDONOVE,
"Le Bûcher",
LE LIVRE DE POCHE, 320 P.

Dieu encore, pas tout noir, pas tout blanc, rédempteur d'une Amérique qui se débat toujours dans l'esclavage de ses fantasmes sudistes. Un voyage, une fresque, un monument.
V.S. NAIPAUL
"Une virée dans le Sud",
10/18, 510 P.

Ni Dieu ni maître, pour ce western pas comme les autres. Même si on a vu le film, surtout si on a vu le film, il faut lire le livre... à la recherche d'une identité perdue, à la mémoire d'un totem. La troisième peau de l'Amérique.
THOMAS BERGER
"Little Big Man-Mémoires d'un visage pâle", J'AI LU, 568 P.

Un polar antique ? Pourquoi pas ? Il y avait déjà, bien sûr, des criminels en l'an 74 de notre ère... et leur pendant, les détectives. Mais aussi des jeux du cirque, que l'arène soit ludique ou politique...
ANNE DE LESELEUC
"Les Vacances de Marcus Aper",
10/18 (INÉDIT), 218 P.

Et pourquoi pas un bain de jouvence dans une SF très peu S mais incommensurablement F ? Le conte de fées revu et corrigé à l'usage d'adultes -bien ou mal- pensants, avec une bonne dose d'humour en plus.
J.R.R. TOLKIEN
"Faerie", PRESSES POCKET, 214 P.

V.G.

post-scriptum

ISABELLE JARRY
"L'Homme de la passerelle"



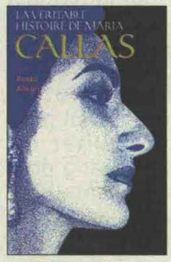
Isabelle Jarry est docteur en biologie végétale "et" licenciée en lettres classiques. L'ethnologie la passionne : au Sahara, elle a accompagné Théodore Monod, dont elle a publié une biographie, ainsi que, l'an dernier, un "Voyage au Ténéré" remarqué. Sans perdre un instant -elle a 32ans- elle vient d'écrire son premier roman.
Les premiers romans sont souvent comme des éclats de lumière, presque toujours des parcelles de vie. Impudeur et dernières pudeurs. Ici, le temps d'une saison remémorée, la narratrice conduit le lecteur vers ses plus intimes secrets de jeune fille/jeune femme. Petits mensonges et actes gratuits chèrement payés. Des parents qui la veulent folle et elle qui ne sait plus. Transparence et intensité.
Seuil, 194 p., 89 F.

LISA BRESNER
"Le Sculpteur de femmes"



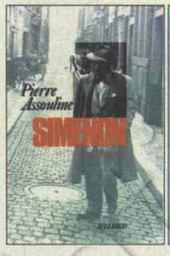
Un autre premier roman. Mais, de son auteur, on ne sait que l'âge : 21 ans, et qu'elle a participé à Pékin au concours national de calligraphie, ce qui, pour une Parisienne, n'est pas ordinaire.
Ordinaire, ce roman, aussi dense que bref, ne l'est pas davantage. Une histoire d'anges aux yeux bleus et de diables aux yeux rouges qui se révèle d'une cruauté extrême. Mais nous voici aux confins de la légende et du sacré. Et, surtout, nous nous trouvons au fin fond de la Chine, en 1654. Si vous voyez...
Gallimard, 82 p., 58 F.

RENZO ALLEGRI
"La Véritable Histoire de Maria Callas"



Maria Callas est morte il y a juste 15 ans, à Paris. Dans cette solitude absolue qui continue de remplir de remords et de honte tous les admirateurs de la plus grande chanteuse du siècle.
Renzo Allegri est de ceux qui ont approché la Callas à la fin de sa vie. Il a eu avec elle de nombreuses conversations. Et il possède une part importante de la correspondance reçue par la diva. Tout au long de sa vie, dit-il, la Callas endura humiliations, blessures et trahisons. Démonstration.
Belfond, 290 p., 120 F.

PIERRE ASSOULINE
"Simenon"





Attention, biographie iconoclaste (1) ou, plutôt, coup de projecteur iconoclaste sur une célébrité mal connue. Il s'agit de Georges Simenon, écrivain illustre s'il en est, vaguement identifiable à sa pipe, son chapeau et ses tweeds secs, mais complètement occulté par Maigret, sa créature.
De l'homme aux 17 pseudonymes, on avait bien l'idée, imprécise, de quelqu'un de moins sympathique que son personnage. Le voilà mis à nu : au mieux ambigu, souvent réac et roué. Mais un prodigieux écrivain dont le tome 25 et dernier de l'œuvre intégrale -un monument- vient de paraître, accompagné d'une utile plaquette "Maigret au cinéma" (2).
(1) Gallimard, 758 p., 135 F.
(2) Presses de la Cité, 1.026 p., 115 F.

MOZART
Concertos pour piano 15 et 16



Deux des quatre concertos écrits par Mozart en 1784 ; tous quatre en deux mois, et même, ces numéros 15 et 16, en deux semaines ! En les envoyant à Salzbourg, Wolfgang indiquait à son père qu'il s'agissait de "concertos qui font transpirer" !
Le n° 16 est d'une fougue et d'une passion où, poursuivant l'enregistrement de son intégrale, Andras Schiff fait merveille avec un piano chantant et un merveilleux sens de l'exaltation mozartienne. Accompagnement méticuleux et libre de la Camerata Academica de Vienne, dir. Sándor Végh. Le 15e est du Mozart en confidence, simplement beau.
Decca, 433.374, 48' 05", env. 125 F.

ALMEIDA
"La Giuditta"



Le roi Jean V du Portugal nourrissait une véritable passion pour la musique sacrée en général et le spectacle religieux en particulier. Mais le Portugal de ce temps-là (début du XVIIIe siècle) n'avait pas de répertoire national. La musique de l'époque était exclusivement italienne. Jean V créa donc des bourses d'étude à l'étranger et Francisco Antonio de Almeida en fut un des bénéficiaires. Almeida passa plus de six ans à Rome, d'où il revint très influencé par Arcangelo Corelli et Domenico Scarlatti notamment.
En témoigne cet oratorio, à l'intrigue assez sanguinaire -l'histoire de Judith face à Nabuchodonosor. Musique inédite, aux affinités haendeliennes, aux airs fortement caractérisés et avec des passages vocaux extrêmement acrobatiques et d'une grande beauté dont se joue la soprano Lena Lootens. Par le Concerto Köln, sous la direction de René Jacobs.
Harmonia Mundi, 2 CD, 123', env. 250 F.

WILLY DE VILLE
"Backstreets of desire"



A force d'entendre cet enfant de Stamford (banlieue new-yorkaise) narrer la beauté de Paris et chanter les louanges de la môme Piaf, que voulez-vous ? on a sa fierté nationale qui nous remonte la pendule aussi sûrement qu'un steamer remontait le Mississippi. Surtout que ce Will flatteur est loin de vivre aux dépens de ceux qui l'écoutent mais plutôt pour notre très grand plaisir.
Pour s'en convaincre, il n'est que d'écouter cette reprise chicano du hendrixien "Hey Joe". Entouré d'une belle brochette de musiciens : Dr. John, Jeff Baxter, Steely Dan, Zachary Richard ; le milord de New Orleans nous comble avec cet album entre bayou-rock et blues-soul.
FNAC Music/WMD, 592086, 57' 30 ", env. 130 F.

JEFF GARDNER
"Sky dance"



Cas typique du disque que certains appellent, avec un mépris qui leur serre les amygdales, "d'ambiance". Faites donc sauter ces guillemets et vos éventuels a priori. Certes, "Sky dance" n'est pas l'enregistrement qui bouleversera le microcosme du jazz par l'originalité de ses compositions ni la virtuosité de ses interprètes. Bien que le sax ténor de Marcelo Martins ou la guitare acidulée du Mon Brasil n'aient rien à envier aux grands made in USA.
Simplement, Jeff Gardner, pianiste américain, a voulu, semble-t-il, se faire plaisir sous le ciel brésilien avec des amis du cru comme Gilberto Gil qui, en plus de ses studios, prête sa voix sur le plus entraînant des titres "Save the earth". Un disque sans prétention qui permettra d'aborder la fraîcheur de l'automne avec des airs de bossa dans la tête.
Musidisc, 500332, 61' 22", 130 F.

◆ PARIS A L'OPERA ◆

Paris-Bastille : on repart

L'Opéra de Paris-Bastille repart cahin-caha. Les multiples difficultés s'ajoutant à la malchance et aux problèmes de personnes, l'intersaison qui s'achève a tourné au cauchemar.
La crise, latente, a éclaté à la suite de l'accident survenu en juillet, à Séville, pendant les répétitions de "Otello", où un choriste avait trouvé la mort tandis qu'une quarantaine d'autres étaient blessés.
Ensuite, pour mémoire, le directeur général, le directeur du personnel, le directeur technique et le directeur de la scène -excusez du peu- ont dû quitter le Bastille pendant l'été. Aujourd'hui, à son tour, l'administrateur général, Georges-François Hirsch attend une nouvelle affectation et l'on parle du départ de Pierre Bergé, le PDG.
Ne restent que Myung-Whun-Chang, le maestro indispensable et Patrick Dupond, patron de l'Opéra-Garnier, temple de la danse : les deux responsables artistiques. Ce qui doit bien contenir quelque part une certaine morale !
À Garnier, on reprendra "La Bayadère", le 8 octobre, pour une série de 24 représentations. A la Bastille, la nouvelle production de "Jeanne d'Arc au bûcher", d'Arthur Honegger, est retardée. La rentrée se fera avec "Les Noces de Figaro" (1) qui font à présent partie du répertoire maison (dir. Theodor Guschlbauer) tout comme "Elektra" (2). L'opéra de Richard Strauss (dir. Jiri Kout) avait bénéficié la saison dernière de deux distributions également intéressantes. Pour cette reprise, on retrouvera Gwyneth Jones, immense dans le rôle-titre, puis on assistera à la prise de rôle parisienne d'Eva Marton.
Bonne chance à la nouvelle équipe de cet Opéra-Bastille qui porte tellement d'espoirs, jusqu'ici entrevus.
Opéra-Bastille, (1) 24/9 → 10/10 ; (2) 13/10 → 10/11. ☎ 44.73.13.00

Châtelet : "Eugène Onéguine"

N'y aurait-il que l'air "de la lettre" dans "Eugène Onéguine", qu'il faudrait y courir. Cette cantilène de près de quinze minutes est un des plus longs airs du répertoire. Une lettre-confidence où une jeune fille offre son amour. Ce monologue justement célèbre réalise idéalement l'équilibre du texte et de la mélodie : les riches contrastes de l'orchestre épousent les inflexions des différents épisodes. Dans cet air, Galina Vichnevskaïa, dirigée par Mstislav Rostropovitch avait été inoubliablement émouvante.
C'est cela "Eugène Onéguine" : un opéra russe intimiste. Pour Chostakovitch, il constitue avec "La Dame de Pique", du même Tchaïkovsky, "la pierre angulaire de la culture musicale russe". Par ce qu'elle contient de romantique dans son essence même, fébrile et tourmentée.
Ainsi, l'ouverture de la saison lyrique du Châtelet s'annonce brillante. Semyon Bychkov dirigera l'Orchestre de Paris. La mise en scène sera d'Adolf Dresen, que Paris a applaudi l'an dernier pour "Lulu". Enfin, les trois principaux rôles sont pleins de promesses. Tatiana sera chantée par Nuccia Focile qui donnait, de belle manière, la réplique à Luciano Pavarotti en mai dernier à la Bastille ; Eugène sera Dimitri Hvorostovsky, jeune et grand baryton sibérien au physique impérieux, et Neil Shicoff (Lenski) est un des meilleurs ténors du moment. Dans la distribution encore, Irina Arkhipova, grande mezzo du répertoire russe.
Théâtre du Châtelet, 28/9 et 1er, 4, 10, 14 et 16/10, 19 h 30. ☎ 40.28.28.40.

J.G.

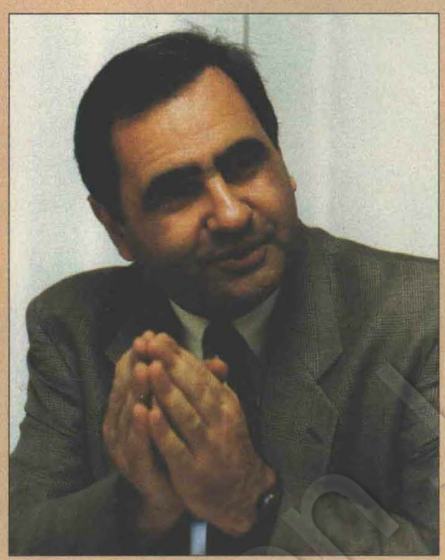
PAGE CULTURE ETABLIE PAR
Jacques Garat
(livres - classique)
avec
Vanda Gervasio (poches)
Françoise Lorrain (enquête)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

PIERRE ROSANVALLON

Certains le souhaitaient, d'autres non : en 1992, le recours au référendum suscite toujours des polémiques. Le suffrage universel constitue une rupture radicale, moins admise qu'on ne l'imagine. Pierre Rosanvallon (1) analyse l'histoire de cette idée toujours neuve.

Comment et quand le suffrage universel apparaît-il en France ?
Il apparaît en trois étapes. Première étape : la Révolution de 1789. La souveraineté de la nation est conçue comme l'inclusion dans la vie politique de tous les individus, que l'on considère alors comme autonomes et raisonnables. Sont exclus les vagabonds, saisonniers, ouvriers migrants sans que s'élèvent beaucoup de protestations. La Révolution ne considère comme membre de la société que ceux qui sont enracinés dans le sol. Seconde catégorie d'exclus, les individus dépendants : domestiques, moines, femmes, enfants et fous. Ensuite, l'histoire du droit de suffrage se fera à travers la transformation progressive des conceptions de l'autonomie et de la dépendance.
Deuxième étape, 1848, avec l'universalisation du droit de suffrage : les domestiques votent, il n'y a plus aucune condition censitaire et, surtout, on passe au vote direct. Le suffrage universel est au centre de la République de 1848. Troisième étape : le vote des femmes en 1944. La précocité du suffrage masculin par rapport au suffrage vraiment universel est frappante. La France donne le droit de vote aux femmes après des pays au féminisme aussi improbable que la Turquie, les Philippines, l'Irlande, l'Indonésie, l'Inde !

Quelle relation y a-t-il entre suffrage universel et démocratie ?
La démocratie est le régime politique qui met en œuvre le principe de la souveraineté du peuple. Mais passer de l'idée générale à l'application s'avère complexe. Mettre en œuvre la souveraineté du peuple, certes, mais comment ? Sur ces modalités, l'interrogation est permanente, de la Révolution jusqu'en... 1992. S'agit-il simplement pour le peuple d'élire des représentants ? Et ceux-ci ne risquent-ils pas de prendre trop d'autonomie ? La souveraineté du peuple est-elle une forme de surveillance de l'opinion sur le gouvernement représentatif ou une participation au pouvoir exécutif ? Le suffrage universel est une technique politique inséparable de l'accomplissement de la souveraineté populaire. Mais comment conjuguer l'idée moderne de représentation politique avec l'idée ancienne que le peuple peut intervenir directement dans les affaires publiques, comme dans la République athénienne ? Cette tension est constituante de l'idée démocratique. On le voit bien quand, pendant la Révolution et en 1848, la question est posée de savoir s'il faut élire directement le président de la République, s'il faut une ou deux chambres, instituer le référendum...



Le suffrage universel est une technique politique inséparable de l'accomplissement de la souveraineté populaire.

A droite comme à gauche, les résistances au suffrage universel ont été fortes, et plus encore à gauche qu'à droite. Comment s'est-il imposé à tous ?
Que la voix d'un paysan illettré compte autant que celle d'un professeur au Collège de France est longtemps apparu comme un scandale. L'idée de suffrage universel va plus loin que l'idée traditionnelle de socialisme. On n'a pas attendu la société moderne pour dire que les riches doivent payer pour les pauvres, que tout individu a le droit de ne pas mourir de faim, d'être traité correctement. Le suffrage universel est un pas en avant dans l'égalité, beaucoup plus radical que la simple égalité économique. L'idée que le nombre l'emporte sur la compétence, que la voix de la passion compte autant que celle de la raison, continue d'être un sujet de débats.
A droite, on n'accepte pas l'idée que tout le monde se vaut, mais on s'incline devant un mouvement jugé inéluctable. A gauche, les réticences ne sont pas sociologiques, mais méthodologiques. On craint de voir l'ignorant parler aussi fort que le savant. Aussi, l'acceptation du suffrage universel s'inscrit-elle dans un effort d'éducation du peuple. L'avènement de l'école obligatoire en France est indissociable de celui du suffrage universel. Ainsi, pense-t-on, la raison se diffusera dans la société. La gauche léniniste refuse cette version optimiste de l'éducation du peuple. Elle considère qu'il doit rester encadré. Toutes les théories de la conscience de classe, du parti guide, sont la reprise, dans un langage marxiste-léniniste, des vieux arguments sur l'écart entre le savant et l'ignorant.

Vous opposez les démocraties anglaise et française. Par quelles voies différentes les deux sont-elles venues au suffrage universel ?
Dans la démocratie à l'anglaise, l'intérêt général est un composé des intérêts particuliers des groupes. La société est conçue comme un ensemble où des groupes, des individus, font des compromis pour vivre ensemble. Chaque groupe, les ouvriers, les propriétaires terriens, les agriculteurs, les routiers... est censé être le meilleur connaisseur de ses intérêts. L'intérêt général se construit dans la confrontation des intérêts particuliers.
En France, il ne saurait être déduit des intérêts particuliers. Le raisonnable, le rationnel et le juste se confondent. Ce qui permet d'obtenir l'intérêt général n'est pas l'organisation du face-à-face et du compromis entre les groupes sociaux, mais que le pouvoir soit entre les mains d'une organisation au-dessus des passions. D'où la tentation permanente de la démocratie française d'une technocratie éclairée : Turgot et Malesherbes, au XVIIIe siècle ; les préfets du Premier Empire, les grands industriels, les utopistes et les banquiers du Second ou les technocrates du commissariat au Plan. Il y a toujours eu, dans la société française, l'idée que l'intérêt général procédait de la connaissance. Le débat actuel sur la technocratie ne porte pas simplement sur la tendance à trop prospérer des grandes organisations. La vraie question, fondamentalement politique, est : comment se détermine l'intérêt général ? Une question sur laquelle la société française reste très partagée. L'unanimité apparente sur la critique de l'envahissement technocratique se double de façon quelque peu contradictoire d'une valorisation de l'élite rationnelle à tous les niveaux de responsabilité, y compris politique.

Propos recueillis par
Bernard Chaouat et Patricia Jaffray

(1) Directeur d'études à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, auteur de : "Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel", à paraître le 9 octobre, chez Gallimard.

Ministère Education nationale Culture Communication



ET SI ON PARLAIT DU PLAISIR D'ENSEIGNER ?

Inscrivez-vous avant le 12 novembre aux concours de recrutement des professeurs des collèges et des lycées.

Renseignez-vous par minitel 3615 code EDUTEL rubrique Profession Professeur



PROFESSION PROFESSEUR

UN BEAU METIER, UN GRAND METIER.

Coll. Fondation Jean-Jaurès